

cyberpress

LA PR

LE MAILLOT JAUNE N'EST PAS TOUT BLANC

Le champion du Tour de France Floyd Landis a échoué à un test antidopage au terme de la 17^e étape

7 PAGES À LIRE



PHOTO AFP, PASCAL GUYOT

Le fond



PIERRE FOGLIA

Je suis arrivé de Paris dans la nuit, de retour du Tour de France. J'étais en train de prendre un café dans la cuisine, j'écoutais distraitemment la radio. Landis positif.

Quoi!
Testostérone.
Quoi!

Tout de suite, ils ont fait le lien entre la défaillance de Landis dans la montée de La Toussuire et sa chevauchée fantastique du lendemain. Le raccourci suggéré était aussi clair que débile: le mercredi Landis craque. Le jeudi matin, il se fait une grosse tartine de testostérone et hop, il reprend le temps perdu et gagne l'étape.

Nonos.

La testostérone n'est pas une dope de «compétition» — comme la caféine ou l'éphédrine par exemple — mais une dope de «conditionnement», ses effets se font ressentir après plusieurs jours, plusieurs semaines.

Voir FOGLIA en page A2

Mon clin d'oeil STÉPHANE LAPORTE
Le seul qui n'était pas dopé cette année, c'est Lance Armstrong.

Venez voir mon blogue!
cyberpresse.ca/laporte

SOMMAIRE

Astrologie du jour	ACTUEL 6
Bandes dessinées	ARTS 8
Décès	ACTUEL 8
Forum	A 15
Horaire télévision	ARTS 6
Loteries	A 12
Monde	A 14
Mots croisés	ARTS 8
	et ACTUEL 8
Mots fléchés	ARTS 8
Mot mystère	ARTS 8
Observateur	ACTUEL 5
Petites annonces	ACTUEL 5
	et AFFAIRES 4

Météo

Nuageux et vents légers, maximum 28, minimum 2, plus de détails en page SPORTS 8



L-V 6 21924 98765 1

RICHARD HÉTU AU PAYS DE FLOYD LANDIS

PAGE A4

LE MONDE DU VÉLO SOUS LE CHOC... ENCORE UNE FOIS

SPORTS PAGES 1 À 4

Proche-Orient Un plaidoyer pro-israélien pour la paix



PHOTO ANDRÉ TREMBLAY, LA PRESSE ©

Environ mille personnes ont participé à une « manifestation pour la paix », hier midi, au square Dominion, au centre-ville de Montréal. Organisé par le B'nai B'rith, l'événement a été l'occasion de brandir des drapeaux israéliens, surtout, mais aussi québécois et canadiens. Le maire de Montréal, Gerald Tremblay, a assisté à l'événement. Sa présence a d'ailleurs fait réagir les organisateurs d'une autre manifestation, pro-libanaise celle-là. Notre compte rendu en page A7. A lire aussi, nos informations sur la crise au Proche-Orient en pages A5 et A6.

DÉSÉQUILIBRE FISCAL

Les leaders provinciaux plus divisés que jamais

TOMMY CHOUINARD

ST. JOHN'S — Campées sur leurs positions, profondément divisées, les provinces ne sont parvenues à aucun consensus sur une façon, même une seule, de régler le déséquilibre fiscal.

En l'absence d'une proposition commune des provinces, le premier ministre Stephen Harper a maintenant les coudées franches pour imposer sa propre solution afin de résoudre le déséquilibre fiscal, une promesse électorale qu'il s'est engagé à réaliser au cours de la prochaine année.

«On ne peut réconcilier l'irréconciliable. On s'est entendu pour dire qu'on ne s'entendait pas», a laissé tomber le président du Conseil de la fédération et premier ministre de Terre-Neuve-et-Labrador, Danny Williams, au terme d'une journée de négociations avec ses homologues provinciaux, hier.

Incapables d'en arriver à un compromis, les provinces adoptent le chacun-pour-soi, comme l'a dit M. Williams. Elles plaident leur cause tour à tour auprès d'Ottawa au cours des prochains mois, dans l'espoir d'arracher quelques milliards de dollars.

Les premiers ministres provinciaux ne sont pas arrivés non plus à s'entendre pour demander d'une seule voix à Ottawa une hausse des transferts pour l'éducation postsecondaire, pas plus que son ordre de grandeur. Ils avaient pourtant réussi à le faire l'an dernier.

» Voir PROVINCES en page A12

De toute beauté.

La Route des jardins VIA Rail
viarail.ca/jardin



L'AFFAIRE LANDIS

LA CHUTE

Une 16^e étape comme un chemin de croix.



PHOTO REUTERS

LA RÉSURRECTION

À l'arrivée de la 17^e étape, là où tout s'est joué.

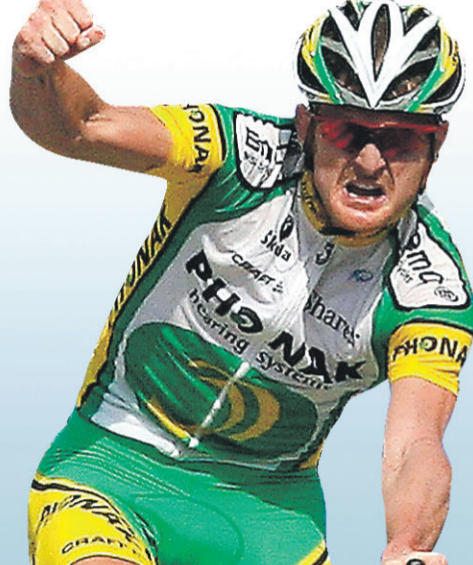


PHOTO REUTERS

LA VICTOIRE

Un Américain victorieux à Paris.



PHOTO AFP

LE DOUTE

Le maillot jaune : gardera, gardera pas ?



PHOTO AFP

LE VAINQUEUR DU



SIMON DROUIN

Le cycliste américain Floyd Landis, vainqueur du Tour de France, a échoué à un test antidopage et risque d'être dépouillé de son titre acquis au terme d'une lutte épique. Déjà éclaboussée par une affaire de dopage la veille du départ, la Grande Boucle, dont plusieurs estimaient la virginité refaite dans la foulée de la victoire spectaculaire de Landis, replonge dans la tourmente.

Le contrôle d'un échantillon d'urine de Landis a révélé un niveau anormalement élevé de testostérone/épitestostérone (T:E), a annoncé Phonak, son équipe, dans un communiqué diffusé hier. Le coureur de 30 ans a été suspendu sur-le-champ par celle-ci en attendant une contre-analyse sur un deuxième échantillon d'urine (B), une procédure normale que le coureur a demandée.

« Je suis réaliste », a cependant indiqué Landis dans une entrevue à *Sports Illustrated*, avouant qu'il ne se faisait aucune illusion sur la possibilité que les résultats de l'échantillon B soient différents.

Landis nie toutefois catégori-

quement avoir eu recours à une substance dopante. Il entend faire la preuve que son niveau élevé de testostérone est une condition plutôt commune chez les cyclistes professionnels.

Il a aussi soulevé deux possibilités pour expliquer ce résultat anormal: les injections de cortisone qu'il reçoit pour soulager une hanche droite en piètre état, et un problème de glande thyroïde qui l'oblige à prendre quotidiennement des comprimés depuis environ un an.

Landis a reconnu que son nom sera entaché à jamais. « Malheureusement, je ne crois pas que tout cela va disparaître, peu

importe ce qui arrive maintenant, a affirmé l'Américain. Ça semble être une plus grosse histoire que de gagner le Tour. Ce sera donc difficile à faire oublier. Je n'en voudrai à personne si on ne me croit pas. »

Landis prévoit se soumettre à un test endocrinien afin de prouver que son ratio T:E élevé est naturel. Pour ce faire, il a retenu les services d'un médecin espagnol du nom de Luis Hernandez, qui aurait déjà aidé d'autres cyclistes à prouver leur innocence. « Sur des centaines de cas, personne n'a jamais perdu », a affirmé Landis à *Sports Illustrated*.

Landis souhaite bénéficier de

la présomption d'innocence. « Je pense qu'il y a de bonnes chances que je puisse laver ma réputation. Tout ce que je demande, c'est qu'on me donne la chance de prouver mon innocence. Le cyclisme a la manie de faire le procès des gens dans la cour de l'opinion publique avant même qu'ils n'aient la chance de réagir. J'aimerais qu'on présume que je suis innocent jusqu'à ce qu'on prouve que je suis coupable étant donné que c'est de cette façon qu'on procède en Amérique. »

Dans la légende

Si ses arguments ne sont pas retenus par les autorités concer-

Le fond

FOGLIA

suite de la page A1

Si Landis prend de la testostérone, il en prend forcément depuis un bon moment.

Voyons ce qu'en pense l'incontournable M^{me} Ayotte, directrice du labo de contrôle du dopage de l'INRS. Elle pense que la testostérone n'est pas la dope complètement dépassée que certains imaginent. Ni si facile à détecter. Quant à savoir si elle est exogène ou endogène, ça non plus ce n'est pas évident. Pourtant tout est là, si tu la produis naturellement – endogène –, ce n'est peut-être pas du dopage...

Seulement un individu sur 100 produit plus de testostérone que la norme, dit M^{me} Ayotte. Je suis celui-là, prétendait Floyd Landis hier soir en conférence de presse. Il a tiré ensuite dans une autre direction en disant qu'il prend des médicaments pour sa glande thyroïde et que ce sont peut-être ces médicaments qui suractivent sa production de testostérone. Et si ce n'est pas sa thyroïde, alors c'est sa hanche. Comme il l'a révélé pendant le Tour, on l'a autorisé à prendre des corticoïdes, et ce sont peut-être ces maudits corticoïdes qui sont la cause de tout.

N'importe quoi, commente M^{me} Ayotte. Aucun rapport entre les corticoïdes et la testostérone.

Bref, on est devant un cas de dopage.

Non, Landis n'a pas risqué le tout pour le tout au lendemain de sa défaillance. Landis n'est pas l'imbécile que soupçonnent certains. La fameuse potion magique de sa chevauchée fantastique, c'est des conneries. C'est pas comme ça que ça marche le dopage. C'est pas de la magie. C'est une cure soigneusement programmée.

Revenons au Dauphiné Libéré un mois avant le Tour de France. Landis n'avance pas, il est à pied dans tous les cols. C'est normal. Il n'est pas prêt. Il est en préparation. Préparation qu'il achèvera entre la fin du Dauphiné et le départ du Tour. Quelle préparation? Probablement un cocktail. Les cyclistes ne prennent plus une seule dope mais plusieurs concurrentement, dont les effets se multiplient. Un grand classique: testostérone-EPO-hormones de croissance.

Arrive le Tour. Dès les premières difficultés, il est clair pour tout le monde que Landis est le plus fort. Le peloton le sait, le sent. Les coureurs le disent. Landis a les meilleures jambes.

Landis va gagner le Tour. Et facile à part ça.

Landis domine les Pyrénées, domine l'Alpe d'Huez, mais craque le lendemain dans la grande étape alpine. Dans la dernière ascension de la journée, Landis est largué, en perdition, pu de jus. Mort.

M^{me} Ayotte qui ne connaît rien au vélo et moi qui en sais presque trop, on est pourtant d'accord sur un truc qui en étonnera plusieurs: c'est probablement à cause de la dope, mauvais dosage (trop ou pas assez), ou impossibilité de s'injecter le petit rappel nécessaire, bref c'est un problème de dopage qui a laissé Landis sans essence dans la montée vers La Toussuire.

Alors que le lendemain, redevenu lui-même, il les a tous plantés sur sa valeur réelle. Sa valeur réelle de dopé-comme-les-autres, bien entendu.

Pourquoi sera-t-il déclaré positif à la testostérone le soir même?

Absolument pas parce qu'il en a pris plus que d'habitude ce matin-là. Un dérèglement quelconque. Un effet inattendu du cocktail. Malchance. Hasard. Je n'en sais rien.

Mais j'entends ce matin les gens dire que c'est épouvantable, c'est énorme, c'est le Tour de France. Qu'on a touché le fond.

Ah bon.

Ça fait sept ans que Lance Armstrong gagne le Tour de France, dopé. C'était pas le fond? Avant lui Miguel Indurain l'a gagné cinq ans, bourré de corticoïdes. C'était correct?

En septembre dernier, Roberto Heras gagne son quatrième tour d'Espagne, mais il est déclaré positif à l'EPO et disqualifié. C'était pas le fond?

Aitor Gonzalez, vainqueur du tour de Suisse est trouvé positif pendant le tour d'Espagne. Et Taylor Hamilton? Peut-être le pire cas de tous, monsieur Propre, monsieur Vert qui a juré sur la tête de sa mère. L'opération Puerto vient nous révéler qu'il mentait effroyablement. Et Museeuw, considéré comme un dieu en Belgique? Et Basso, vainqueur du tour d'Italie? Et Ullrich et toute la gang de l'opération Puerto, on n'a pas touché le fond?

Il s'est trouvé d'authentiques naïfs, et d'autres dont la naïveté est le fond de commerce – les patrons du Tour du France et du cyclisme –, pour croire que le Tour 2006, décapité au départ de ses favoris suite à l'opération Puerto, serait à l'eau claire. Sinon



PHOTO JACK GUEZ, AGENCE FRANCE-PRESSE ©

Moins d'une semaine après son arrivée victorieuse sur les Champs-Élysées, Floyd Landis est soupçonné de dopage.

à l'eau claire, différent. Le début d'un temps nouveau.

Le début de rien du tout! Un Tour à l'EPO, aux hormones de croissance et à l'autotransfusion comme d'habitude.

Si ce Tour a été différent du côté dopage, c'est seulement dans l'intendance du dopage. Comprenez quelques difficultés d'approvisionnement. Comprenez un modus operandi plus difficile à gérer qui a probablement causé la perte de Landis. Mais aucun changement sur le fond.

Pour TOUS les coureurs qui prétendent à la victoire, pour la plupart de leurs équipiers et pour bon nombre d'autres, se doper est aussi indispensable que s'entraîner. Se doper fait partie de ce qu'ils appellent « faire le métier ».

Soyons nets: lorsque l'analyse de l'échantillon B des urines de Landis aura fort probablement confirmé celle de l'échantillon A, lorsqu'on aura disqualifié Floyd Landis et déclaré vainqueur du Tour de France l'Espagnol Oscar Pereiro, le nouveau vainqueur du Tour ne sera pas moins dopé que Landis. Même chose si l'on consacrait le troisième Andreas Klöden, le quatrième Carlos Sastre, le cinquième Cadel Evans, le sixième Denis Menchov.

Cela étant établi pour la millième fois, permettez-moi cette parenthèse. Je me sens devant un nouveau scandale de dopage dans le vélo comme un chroniqueur politique au Moyen-Orient devant une nouvelle flambée de violence entre Israéliens et Palestiniens: épuisé à l'idée d'avoir à

en parler pour la mille et unième fois à des gens (vous) qui, tout de suite, se campent dans une position morale. Ah, les crises de dopés...

Ce qui m'épuise tant, c'est d'échouer chaque fois à vous faire entendre que ce n'est pas une affaire de morale mais de culture.

AUTRES TEXTES:
EN PAGE 1 À 4 DU CAHIER SPORTS



TESTEZ POSITIF
Lisez les commentaires
et réagissez sur [www.
cyberpresse.ca/landis](http://www.cyberpresse.ca/landis)

L'AFFAIRE LANDIS

« Tout ce que je demande, c'est qu'on me donne la chance de prouver mon innocence. Le cyclisme a la manie de faire le procès des gens dans la cour de l'opinion publique avant même qu'ils n'aient la chance de réagir. »

— FLOYD LANDIS

« Je n'ai jamais vu chez un athlète masculin une augmentation du T:E (taux de testostérone par rapport à l'épitéstostérone) qui n'était pas due au dopage. Si la moyenne est à 1 et qu'on se retrouve à 10, c'est du dopage. »

— La D^{re} CHRISTIANE AYOTTE, directrice du laboratoire de contrôle du dopage de l'INRS

« On parlait toujours du train d'avance des tricheurs par rapport à ceux qui les poursuivent. C'est de moins en moins vrai et on peut s'en réjouir. Qui peut dire aujourd'hui qu'il va passer entre les mailles du filet ? »

— CHRISTIAN PRUDHOMME, directeur du Tour de France

« Si je devais gagner le Tour maintenant, ce serait une victoire académique. La façon de célébrer la victoire est à Paris, ailleurs il s'agit seulement de bureaucratie. »

— OSCAR PEREIRO, deuxième au Tour de France 2006



Oscar Pereiro
PHOTO REUTERS

TOUR PRIS EN DÉFAUT

nées, Landis pourrait perdre son titre de gagnant du Tour de France au profit de son dauphin, l'Espagnol Oscar Pereiro. Landis deviendrait alors le premier vainqueur du Tour à être déchu de son titre après la fin de l'épreuve. En 1978, le Belge Michel Pollentier, alors porteur du maillot jaune, avait été exclu du Tour à six jours de l'arrivée. Il avait caché une poire contenant une urine exempte de substance interdite.

Au lendemain d'une terrible défaillance, Landis est entré dans la légende du Tour en remportant la 17^e étape au terme d'un raid en solo de 130 kilomètres. L'échantillon positif a été prélevé le soir

même de cette victoire. Deux jours plus tard, Landis a remis la main sur le maillot jaune de leader de manière définitive en finissant

« Malheureusement, je ne crois pas que tout cela va disparaître, peu importe ce qui arrive maintenant. Ça semble être une plus grosse histoire que de gagner le Tour. Ce sera donc difficile à faire oublier. Je n'en voudrai à personne si on ne me croit pas. »

troisième d'un contre-la-montre. Les rumeurs au sujet d'un contrôle positif de Landis ont

commencé à émerger mercredi. L'Union cycliste internationale (UCI) a d'abord annoncé un résultat anormal à un test de

dopage mené lors du Tour de France. Le même jour, Landis a raté une course aux Pays-Bas.

Il a aussi annulé sa présence à une course présentée hier au Danemark.

Les dirigeants de Phonak ont exprimé leur surprise totale face à ce test positif ainsi que leur confiance envers leur coureur-vedette.

« Nous sommes surpris du résultat, mais nous appliquons la procédure du code d'éthique que nous avons signé. Floyd va demander la contre-analyse, mais on ne va plus l'aligner sur les courses jusqu'au moment où l'affaire sera tirée au clair. Si le résultat de l'échantillon B confirme le premier résultat, il

y aura licenciement », a déclaré le directeur de l'équipe Phonak, John Lelangué.

Le Tour de France s'était amorcé sous un nuage noir quand, la veille du départ, 13 coureurs avaient été exclus, dont les favoris Jan Ullrich, Ivan Basso et Francisco Mancebo. Ils seraient impliqués dans un réseau de dopage mis au jour par la police espagnole dans le cadre de l'opération Puerto.

Le fameux raid de Landis, le 20 juillet jusqu'à Morzine, annonçait une embellie en jaune. Revoilà la plus célèbre course cycliste du monde dans une zone grise.



PHOTO JAVIER SORIANO, AGENCE FRANCE-PRESSE

Abattu et vidé sur la ligne d'arrivée de la 16^e étape, Floyd Landis reprendra dès le lendemain plus de huit minutes à ses principaux rivaux. Un contraste impressionnant.

Explications douteuses

SIMON DROUIN

Floyd Landis devra fouiller dans son passé s'il souhaite faire la preuve de son innocence.

Christiane Ayotte, directrice du Laboratoire de contrôle du dopage de l'INRS-institut Armand-Frappier, rejette catégoriquement deux arguments invoqués pour sa défense par le cycliste américain dans une entrevue accordée au magazine *Sports Illustrated*. Des injections de cortisone pour atténuer la douleur à une hanche nécrosée et des comprimés avalés pour réguler son niveau d'hormones thyroïdiennes pourraient expliquer son test positif, selon Landis.

« Ça n'a pas de rapport, a tranché la D^{re} Ayotte lors d'un entretien téléphonique, hier. Advenant le cas où on serait devant un taux de testostérone naturellement élevé – et que Landis n'aurait jamais été au courant –, on peut comprendre son désarroi. Cela dit, après les investigations de base, s'il s'agit vraiment d'un cas de dopage, on a droit aux explications usuelles. Ni la cortisone ni l'hormone thyroïdienne n'ont un rôle à jouer dans l'excrétion de la testostérone. »

Un athlète est déclaré positif à la testostérone quand son ratio testostérone/épitéstostérone (T:E) est plus élevé que 4:1. En général, l'être humain normal a un ratio de T:E de 1:1.

Selon la D^{re} Ayotte, il est courant de voir des athlètes mâles avec un ratio plus élevé que 4:1. Sur 32 000 échan-

tillons d'urine d'athlètes masculins, on a déterminé que 1% était au-dessus de 4:1, d'où la prudence.

« Si Landis a effectivement un ratio de T:E naturellement plus élevé que la moyenne des gens, il sera bien facile de l'établir à partir de ses échantillons urinaires prélevés au cours des dernières années », précise M^{me} Ayotte.

« Je n'ai jamais vu chez un athlète masculin une augmentation du ratio testostérone/épitéstostérone qui n'était pas due au dopage. Si la moyenne est à 1:1 et qu'on se retrouve à 10, c'est du dopage. Il ne peut y avoir de variations significatives de façon naturelle. »

« On a toute cette information. Ce sont des données mesurées systématiquement. Ils vont regarder les résultats du T:E dans les autres tests. On fait ça automatiquement et on a tout ça en banque. C'est la première chose que l'on doit faire dans un cas de testostérone. »

« Je n'ai jamais vu chez un athlète masculin une augmentation du T:E et de la testostérone qui n'était pas due au dopage. Si la moyenne est à 1:1 et qu'on se retrouve à 10, c'est du dopage. Il ne peut y avoir de variations significatives de façon naturelle. »

Landis prévoit se soumettre à un test endocrinien diligenté par un médecin espagnol du nom de Luis Hernandez.

Au moins deux coureurs ont pu être innocentés grâce à cette méthode. En 1999, le Colombien Santiago Botero a réussi à prouver que ses taux élevés de testostérone étaient naturels. Le médecin l'ayant aidé dans ses démar-

ches n'est nul autre qu'Eufemiano Fuentes, le même qui est au centre du présumé réseau de dopage sanguin en Espagne.

L'Espagnol Inigo Landaluz, vainqueur du Critérium du Dauphiné en 2005, n'a pas été suspendu par sa fédération malgré un contrôle positif à la testostérone. Il a d'ailleurs pris part au dernier Tour de France, terminant troisième de la 10^e étape. L'Union cycliste internationale a cependant fait appel de cette absence de sanction devant le Tribunal arbitral du sport.

LES PROCÉDURES

– L'échantillon urinaire A de Floyd Landis a révélé un taux inhabituel de testostérone/épitéstostérone. L'Union cycliste internationale (UCI) a informé mercredi l'équipe Phonak, la Fédération américaine de cyclisme, l'organisation antidopage américaine (ASAD) et l'Agence mondiale antidopage (AMA).

– Landis demandera une contre-expertise sur l'échantillon B, qui sera faite par le même laboratoire. En attendant, il est suspendu par Phonak. Si le test est négatif, Landis est blanchi.

– Si l'échantillon B se révèle positif, Phonak appliquera le code d'éthique de l'UCI et congédiera Landis. Les sanctions disciplinaires seront prises par la Fédération américaine de cyclisme.

– Landis pourra se présenter devant sa fédération en compagnie d'experts pour présenter sa défense. Il pourrait par exemple passer des tests endocriniens pour démontrer que la présence de testostérone dans son organisme est naturelle.

– La Fédération rend son jugement et applique, si nécessaire, les sanctions disciplinaires recommandées par l'UCI. S'il est déclaré coupable, Landis sera dépouillé de son titre au Tour de France et suspendu pour deux ans. L'AMA peut de son côté faire appel devant le Tribunal arbitral du sport si elle juge que la décision finale n'est pas conforme avec le code mondial antidopage.

Stéphanie Morin

L'AFFAIRE LANDIS

À Dieu la gloire

Petit voyage dans la contrée de Floyd Landis, chez les mennonites

RICHARD HÉTU
COLLABORATION SPÉCIALE

FARMERSVILLE, Pennsylvanie — Il est passé 17h et Calvin Groff, qui a grandi avec Floyd Landis au pays des amish et des mennonites, ne connaît pas encore la nouvelle: le vainqueur du Tour de France a échoué à un test antidopage.

En cette fin de journée caniculaire, il travaille à son parterre avec sa femme et leurs quatre enfants. Âgé de 30 ans, il n'a ni télévision, ni radio, ni ordinateur, juste un téléphone cellulaire pour gérer son entreprise d'ébénisterie.

Joufflu comme son mari, M^{me} Groff porte une robe longue et le bonnet des mennonites. Elle baisse les yeux lorsqu'elle voit apparaître un journaliste en culotte courte.

D'autres femmes mennonites passent sur la route, roulant à bicyclette, robes longues au vent et bonnets bien attachés. Plus tard, elles seront suivies d'amish se déplaçant à bord d'un buggy tiré par un cheval. Ceux-là sont encore plus éloignés de la modernité que les mennonites.

Entre les gratte-ciel de New York et les collines du Lancaster, comté de la Pennsylvanie, il y a un monde de malentendus. Et pourtant, il n'y a que deux heures et demie de route.

« Que pensez-vous de ce qui arrive à Floyd? » demande le journaliste à Calvin.

Le mennonite hausse les épaules. Il pense que les médias sont descendus sur Farmersville pour saluer le héros local. D'où il se tient, il peut voir les cars de reportage et les journalistes rassemblés sur le terrain avoisinant la maison des Landis.

Du jamais vu à Farmersville, minuscule village composé d'une dizaine de maisons et d'une intersection, perdu au milieu de champs de maïs déjà à hauteur d'homme.

« C'est juste une course cycliste, répond Calvin en haussant les épaules. Je n'ai jamais été un fanatique de sport. »

Calvin finira par comprendre que son ami d'enfance, avec lequel il a étudié la Bible le dimanche, est accusé d'avoir triché au Tour de France.

« Cela me touche beaucoup plus que sa victoire, dit-il en regardant ses deux aînés, qui suivent la conversation. Floyd vient d'une famille chrétienne. »

Les Landis sont restés terrés dans leur maison blanche. Ils n'ont pas retiré toutes les affiches plantées parmi leurs fleurs. L'une dit: « À Dieu la gloire ». Une autre: « Oui, Floyd ». Et une autre: « La gloire des jeunes hommes est dans leur force ».

Ils ont cependant enlevé l'affiche, posée par un voisin, qui proclamait: « Floyd's the man ».



Paul et Arlene Landis devant leur maison au lendemain de la victoire de leur fils Floyd Landis au Tour de France.

S'il y a un message contraire à la confession mennonite, c'est bien celui-là.

« Les mennonites ne repoussent

« Il est toujours mon fils merveilleux. Si cela s'est passé, je l'aime autant que s'il l'avait gagné. »

pas seulement la modernité, ils combattent l'individualité », fait remarquer Dwight Roth, professeur de religion au Hesston College, près de Wichita, au Kansas.

En vacances dans son pays

natal, le professeur Roth s'est retrouvé devant la maison des Landis hier après-midi. Au pays des mennonites et des amish, pas

moi, s'il échoue au deuxième contrôle, je serai très déçu. »

Né dans la confession mennonite, Dwight Roth a suivi Floyd Landis dans la modernité. Même si sa barbe et son chapeau de paille lui donnent des allures d'amish, le professeur croit, entre autres notions modernes, à l'université, lieu interdit aux bons amish et aux autres mennonites.

Robert Lichty, homme d'affaires à la retraite, en est un autre qui a abandonné la foi de ses ancêtres, en l'occurrence des Suisses. Il n'a

« Personne n'avait jamais parlé de Farmersville avant Floyd », a commenté Ivy Collins, en fumant une cigarette sur son balcon.

« C'était agréable d'être connu comme le patelin du vainqueur du Tour de France. Ce ne serait pas agréable d'être connu comme le patelin d'un tricheur. S'il a fait quelque chose de mal, il mérite de perdre. »

Loin d'être coiffée du bonnet mennonite, Ivy portait des jeans et un t-shirt du groupe rock Aerosmith.

Floyd Landis, miraculé déchu

ANABELLE NICOU

Floyd Landis n'est pas un homme ordinaire. La vie de cet Américain de 30 ans, sorti de nulle part, a été une succession de bons et de mauvais coups. Côté bons coups, ses victoires au Tour de France, au Tour de Géorgie et au Tour de Californie. Côté mauvais coups, son échec aux tests antidopage.

Discret et intègre, Floyd Landis a de l'ambition. Avant le départ du Tour, il fait déjà connaître son intention de remporter la prestigieuse épreuve. Il préfère tabler sur ses récentes victoires au Tour de Californie, au Tour de Géorgie et au Critérium du Dauphiné, plutôt que mettre l'accent sur ses limites.

Blessé à la hanche depuis une chute en 2003, Floyd Landis s'est habitué à la douleur, et à monter sur son vélo par la gauche. Il a même accepté la perspective d'une opération qui pourrait lui interdire les compétitions.

Rien ne semble toutefois entamer la détermination du cham-

pion en sursis. Quand il s'écroule pendant le Tour, le 19 juillet, ce n'est que pour mieux se relever. Le lendemain, il remporte l'étape décisive de Morzine et s'assure la victoire. Il est salué comme le nouvel espoir américain. Mieux: l'anti-Armstrong.

Le septuple champion du Tour, accusé d'être froid, égoïste et orgueilleux, met ses coéquipiers à rude épreuve, alors que Landis se montre généreux. Pour avoir été l'un d'entre eux, Landis ne le sait que trop bien. « Il est difficile d'être ami avec Lance », avait-il déclaré après le Tour.

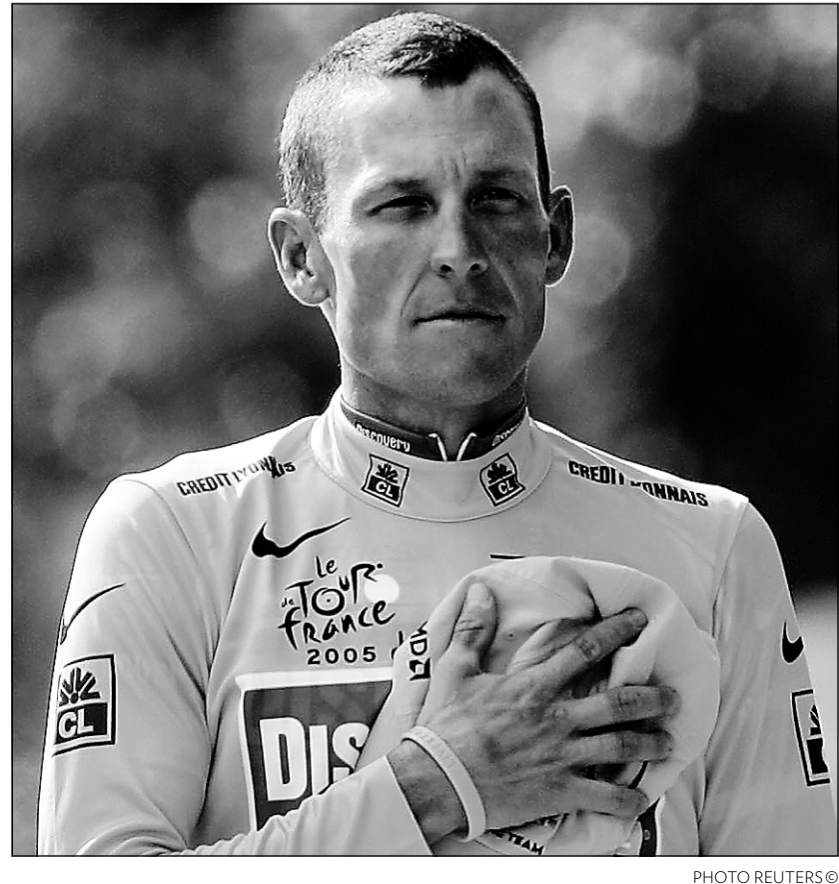
Armstrong croit pourtant en Landis. En 2002, il repère le coureur, l'intègre dans l'US Postal et le sort des eaux - la faillite de l'ancienne équipe de Landis l'avait laissé criblé de dettes. Pendant deux ans, Landis apprend dans l'ombre d'Armstrong, participe à son premier Tour, puis quitte l'US Postal pour Phonak. Armstrong lui fera payer le prix de sa trahison.

Avec le départ à la retraite

d'Armstrong et le retrait des deux favoris du Tour, Ullrich et Basso, Landis voit son heure de gloire arriver. Tout est prêt pour ce que le quotidien sportif *L'Équipe* a baptisé le « come-back du siècle ».

Élevé dans une famille mennonite, Landis ne croit pourtant pas aux miracles. Sa carrière sportive, il la doit plus à ses entraînements qu'à ses prières. Il a dû tourner le dos aux principes rigoristes de sa communauté pour réaliser son rêve. Adolescent, il s'entraîne le soir, en survêtement, seule concession familiale faite à la modernité. Il claqué la porte de la ferme familiale à 20 ans, s'envole vers la Californie. Il se prépare avec son entraîneur pendant huit ans.

Le rêve de l'Américain s'est réalisé dimanche. Il y a bien eu des drapeaux américains sur les Champs-Élysées. Un baiser avec sa femme Amber sur le podium est venu compléter l'image d'Épinal. La consécration aura duré moins de quatre jours.



Lance Armstrong, qui a gagné le Tour de France pour la septième fois en 2005, avait pris Floyd Landis sous son aile en 2002. « Il est difficile d'être ami avec Lance », avait déclaré Landis.

JOUR 16 LE PROCHE-ORIENT EN GUERRE



PHOTO STEVE RUSSELL, TORONTO STAR

C'est une traversée cauchemardesque qui attendait les quelque 400 évacués canadiens qui ont quitté le port de Beyrouth à bord d'un vieux traversier turc plein à craquer.

Rapatriement de ressortissants canadiens

Vingt heures de misère en mer

Vingt heures de misère. Voilà qui résume le rapatriement par mer de quelque 400 ressortissants canadiens coincés à Beyrouth, auquel *La Presse* a pris part il y a deux jours. Autopsie d'une traversée cauchemardesque.



HUGO MEUNIER

Tout a pourtant bien commencé. Comme les évacuations de ressortissants canadiens coincés au Liban tirent à leur fin, personne n'a eu à patienter des heures à Beyrouth avant de grimper à bord d'un navire affrété par le gouvernement canadien en direction de Mersin, en Turquie.

C'est donc presque avec le sourire que 400 personnes ont posé le pied sur le navire, un vieux traversier turc plein à craquer. En cas de naufrage, les quelques bateaux pneumatiques disponibles n'auraient pas pu sauver la moitié

des passagers.

Tant les autorités canadiennes que l'équipage turc prévoient une traversée d'environ 10 heures. Le navire a levé l'ancre vers 16h, au son des bombardements israéliens. Des colonnes de fumée s'échappaient de Beyrouth. À environ une heure des côtes libanaises, le séjour en mer a viré au cauchemar. Des membres de l'équipage, unilingue turc, ont informé des passagers que la traversée durerait finalement une vingtaine d'heures.

Mécontents, les gens ont tenté de savoir pourquoi la durée du voyage avait soudainement doublé. Impossible de le savoir, puisque aucun représentant du gouvernement canadien n'a fait le voyage avec les passagers. Aucun médecin, infirmier ou psychologue non plus.

C'est donc dans ces conditions que les évacués, dont plusieurs enfants et personnes âgées et une poignée de femmes enceintes, ont quitté le port de Beyrouth. La suite jusqu'en Turquie est une succession d'images pathétiques.

Pour comprendre, une description du bateau s'impose: une section intérieure, où environ 200 personnes s'entassaient dans des sièges ressemblant à ceux des avions. Aux extrémités, quelques tables entourées de banquettes.

Pour ceux qui n'ont pas été assez rapides pour se dénicher une place à l'intérieur, il y avait toujours les ponts inférieurs et supérieurs.

Côté hygiène, huit toilettes turques étaient à la disposition des passagers. En quelques heures, ces trous dans le plancher étaient remplis d'excréments et de vomissures. La plupart des passagers ont été malades. On pouvait facilement avoir la nausée en passant devant les toilettes.

Les premiers spasmes collectifs de colère se sont fait sentir vers 21 h. Les gens dénonçaient la climatisation déficiente dans les espaces intérieurs. Il devait y faire plus de 35 degrés. Bouts de carton, passeports et livres servaient d'éventail.

Plus tard, des membres de l'équipage ont préparé des sandwichs au fromage, vendus deux dollars américains. Mais six heures après le départ, les passagers étaient plus nombreux à réclamer un sac en plastique pour vomir qu'un sandwich.

Quant aux bouteilles d'eau fournies par les autorités canadiennes, elles étaient délibérément laissées hors du frigo par l'équipage turc. Ce dernier profitait du fait que l'eau canadienne était chaude comme du thé pour vendre son eau réfrigérée aux passagers dés-

hydratés. Quelques heures avant d'atteindre les côtes turques, il n'y avait plus une goutte à bord.

Entre-temps, les gens ont dû prendre leur mal en patience. Éparpillés dans tous les recoins, les corps étendus sur les planchers de béton rappelaient les *boat people*.

Lorsque le bateau a finalement accosté en Turquie, des membres de l'ambassade canadienne sont venus accueillir les passagers furieux et exténués. Les autorités semblaient elles aussi étonnées des tristes conditions dans lesquelles leurs ressortissants venaient de voyager.

En quittant le port, on pouvait voir une scène qui parlait d'elle-même: d'un côté du quai, le vieux rafiot canadien, et de l'autre, un gigantesque navire militaire français.

Une fois en Turquie, l'évacuation des réfugiés a fonctionné rondement. Le personnel canadien se montre très disponible et bien organisé. Les gens sont conduits par autobus dans un centre de transit climatisé avec douche et nourriture, d'où ils attendent leur vol vers le Canada.

Même s'il s'agit d'une situation d'urgence, certains évacués se lamentent auprès des autorités canadiennes pour avoir une cham-

OTTAWA RENONCE À ENVOYER DES NAVIRES

Un effort de dernière minute a permis hier d'évacuer plus de 1700 ressortissants canadiens du Liban, qui ont grimpé à bord de quatre navires à destination de la Turquie ou de Chypre. Selon les soldats sur place, il s'agirait de la plus vaste opération d'évacuation en une journée depuis les premiers moments de l'exode, la semaine dernière. Le nombre de Canadiens ayant quitté le Liban atteindrait maintenant 11 500, sur les 40 000 qui se trouvaient dans le pays au début de la crise. Par ailleurs, le Canada a renoncé à envoyer trois navires militaires au Liban, le gouvernement conservateur jugeant qu'il n'y avait aucun besoin immédiat d'une force navale dans la région méditerranéenne pour y évacuer des Canadiens, a souligné un porte-parole militaire.

— Presse Canadienne

bre d'hôtel, un vol plus rapide, etc. Selon un membre de l'ambassade rencontré à Beyrouth, quelques évacués profitaient carrément de la crise pour aller visiter de la famille gratuitement au Canada.

LES FAITS SAILLANTS

AU LIBAN

L'armée israélienne a resserré l'état autour de la ville de Bint Jbeil, bastion du Hezbollah, infligeant « des dommages stratégiques énormes », selon l'État hébreu.

L'aviation israélienne a bombardé la plaine de la Bekaa, dans l'est et le sud du Liban.

Au moins **10 civils, dont un nigérian, ont été tués** dans les bombardements israéliens, hier, portant à 424, dont 377 civils, le nombre de morts depuis le début du conflit.

Le ministre libanais de la Santé soutient toutefois que jusqu'à **600 civils auraient été tués, dont de 150 à 200 seraient encore ensevelis** sous les décombres d'immeubles effondrés.

Un effort de dernière minute a permis d'évacuer du Liban plus de **1700 ressortissants canadiens**.

EN ISRAËL

Le cabinet israélien de sécurité a décidé d'intensifier les bombardements aériens sur des bastions du Hezbollah, plutôt que d'étendre l'offensive terrestre.

L'État hébreu a considéré l'absence de demande de cessez-le-feu par la conférence de Rome comme une « autorisation pour continuer » ses opérations au Liban, interprétation qu'a récusée l'Union européenne.

Des dizaines de roquettes du Hezbollah ont atteint le nord d'Israël, hier. Une d'elles a atterri sur une usine chimique à Kiryat Shemona.

Le bilan s'élevait hier à **52 morts du côté israélien**.

DANS LA BANDE DE GAZA

Cinq Palestiniens ont été tués et 23 personnes blessées dans des tirs israéliens, l'armée poursuivant son offensive dans l'est de la bande de Gaza.

Environ **143 Palestiniens**, pour la grande majorité des civils, ont trouvé la mort depuis le lancement de l'offensive israélienne, le 28 juin.

AU CANADA

Les partis de l'opposition à Ottawa ont fustigé la réaction du premier ministre Stephen Harper à la mort présumée d'un soldat canadien non armé qui travaillait comme observateur de l'ONU dans le sud du Liban.

La femme du Casque bleu canadien tué dans les bombardements israéliens croit que l'attaque de l'État hébreu était intentionnelle et a demandé des explications.

AILLEURS DANS LE MONDE

Le numéro 2 d'Al-Qaeda, Ayman al-Zawahiri, a appelé tous les musulmans à la guerre sainte contre Israël, dans la première intervention publique de l'organisation depuis le début du conflit.

Le Conseil de sécurité de l'ONU s'est dit « profondément choqué et bouleversé » par les tirs israéliens qui ont coûté la vie à quatre observateurs de l'ONU mardi, dans une déclaration très édulcorée par rapport aux précédentes, à la demande des Américains.

L'offensive israélienne s'intensifie

MALORIE BEUCHEMIN

Estimant avoir obtenu le feu vert de la communauté internationale pour continuer son offensive, Israël a intensifié ses frappes aériennes sur le sud du Liban, hier, resserrant l'état sur des bastions du Hezbollah, au 16^e jour de ce conflit.

Tsahal annonçait en fin de journée avoir mené 120 attaques contre des objectifs du Hezbollah. L'aviation libanaise a pilonné, hier soir, la plaine orientale de la Bekaa, où se trouvent des bastions de l'organisation armée. D'intenses affrontements se sont poursuivis sur plusieurs fronts du sud du Liban, dont Bint Jbeil, où les forces israéliennes ont pénétré, mais où elles auraient perdu huit soldats dans la journée de mercredi, leur plus lourd tribut depuis le début de l'offensive, le 12 juillet.

Le chef d'état-major israélien Dan Haloutz a affirmé que « les dommages infligés au Hezbollah, au niveau stratégique, sont énormes ».

L'organisation chiite aurait quant à elle envoyé plusieurs dizaines de roquettes sur le nord d'Israël, sans toutefois faire de victimes.

À la suite de l'échec de la conférence internationale de Rome, où les dirigeants des pays influents n'ont pas réussi à s'entendre sur un appel à un cessez-le-feu immédiat, le ministre israélien de la Justice, Haïm Ramon, a jugé que l'État hébreu avait ainsi « obtenu l'autorisation pour continuer ses opérations jusqu'à ce que le Hezbollah ne soit plus présent dans le sud du Liban ».

L'Union européenne a estimé qu'Israël avait mal interprété les résultats de la conférence sur le

Proche-Orient, et qu'en aucun cas la position exprimée par les dirigeants ne pouvait être vue comme une autorisation à continuer les combats.

Néanmoins, Tsahal a décidé hier de mobiliser des milliers de réservistes afin de briser la résistance du Hezbollah. Le cabinet israélien de sécurité a toutefois choisi d'intensifier les bombardements aériens, plutôt que d'étendre l'offensive terrestre. Un sondage publié hier par le quotidien hébreu *Maariv* a estimé que 82 % des Israéliens étaient en faveur de la poursuite de l'offensive au Liban.

Le cabinet israélien de sécurité a choisi d'intensifier les bombardements aériens.

Après la mort mardi de quatre observateurs de l'ONU dans un bombardement israélien sur le poste de Khiam, dans le sud du Liban, le Conseil de sécurité de l'ONU s'est dit « profondément choqué et bouleversé », dans une déclaration qui ne condamne pas Israël, contrastant avec la position adoptée par le secrétaire général Kofi Annan cette semaine.

Al-Qaeda réagit

Pour la première fois dans ce conflit, l'organisation terroriste d'Oussama ben Laden a réagi, hier, à l'offensive israélienne en sol libanais, en menaçant l'État hébreu de représailles. Le numéro 2 d'Al-Qaeda, Ayman al-Zawa-

hiri a appelé les musulmans, toutes confessions confondues, à s'unir dans une guerre sainte, un jihad, contre Israël.

« Nous ne pouvons pas regarder ces roquettes pleuvoir sur nos frères à Gaza et au Liban et rester inactifs et soumis », a souligné al-Zawahiri dans un message vidéo diffusé par la chaîne panarabe Al-Jazira.

Un autre message, provenant cette fois-ci d'Oussama ben Laden, est attendu dans les prochains jours, selon l'agence indépendante IntelCenter, qui fournit de l'information sur le terrorisme au gouvernement et aux médias américains.

Le bilan s'alourdit

Plus les jours passent, plus le bilan s'alourdit des deux côtés du conflit. Si le bilan officiel des victimes de l'offensive israélienne s'élevait hier à 424, dont 349 civils, le ministre libanais de la Santé, Muhammed Jawad Khalifeh, a plutôt estimé que le nombre de morts se chiffrait à 600, dont une cinquantaine de personnes qui seraient encore ensevelies sous les décombres d'immeubles effondrés et plus de 150 portés disparus.

Du côté israélien, 52 personnes ont perdu la vie, dont 18 civils tués par les roquettes du Hezbollah et une trentaine de militaires. Le Hezbollah aurait tiré plus de 1400 roquettes sur Israël depuis le début de l'offensive de l'État hébreu qui a suivi la capture de deux soldats par l'organisation chiite.

JOUR 16 LE PROCHE-ORIENT EN GUERRE

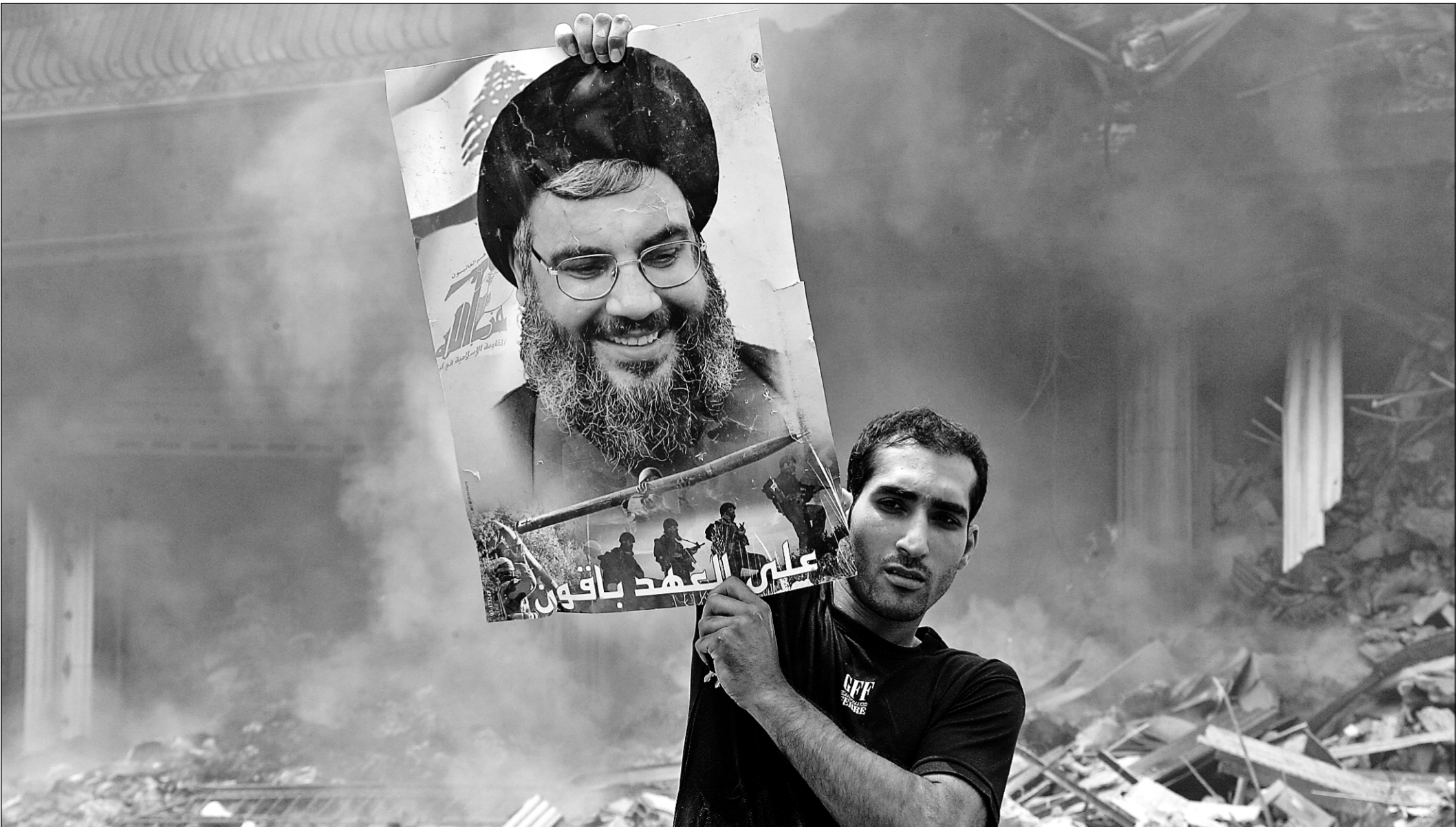


PHOTO AFP

Dans les décombres causés par une bombe israélienne près de Beyrouth, un homme brandit une image du leader du Hezbollah, Hassan Nasrallah, témoignage de l'enracinement du parti au Liban.

Indestructible, le Hezbollah?

Le Parti de Dieu tient tête à l'État hébreu depuis 1982

Hier, l'armée israélienne a resserré l'étau autour de la ville de Bint-Jbeil, l'un des principaux bastions du Hezbollah. Le ministre israélien de la Défense, qui a perdu au moins neuf hommes lors de l'assaut, dit avoir infligé des « dommages stratégiques énormes » à l'organisation chiite libanaise. Néanmoins, malgré les bombardements intenses, la ville ne se rend pas. Le Hezbollah est-il indestructible?



LAURA-JULIE PERREAULT

Les 19 et 20 juillet, l'armée israélienne a déversé 20 tonnes de bombes sur un bunker du Hezbollah, croyant mordicus que son dirigeant, Hassan Nasrallah, s'y trouvait en compagnie de sa garde rapprochée. Le lendemain, ce dernier lançait un communiqué de presse en guise de pied de nez: le leadership de l'organisation chiite libanaise était intact.

Le Hezbollah allait encore une fois survivre à la puissance de son ennemi, ne faisant pas mentir sa réputation de résistant coriace. « Le Hezbollah demeure un adversaire aussi intransigent qu'avant le déclenchement des hostilités. Il ne montre aucune signe de faiblesse », a écrit cette semaine Amos Harel, spécialiste des questions militaires, dans le journal israélien *Haaretz*.

L'histoire se répète. Malgré des moyens militaires inférieurs, le Hezbollah a réussi à tenir tête à l'État hébreu, de sa création en 1982 jusqu'au retrait d'Israël en 2000.

Le soutien de la République islamique d'Iran n'est pas étranger à la résistance du mouvement. Bon an, mal an, le Hezbollah reçoit entre 100 et 300 millions de l'Iran. La Syrie enrichit aussi les coffres de l'organisation. Même

si l'Iran nie armer le Hezbollah, quelques récentes surprises militaires indiquent le contraire. En plus de 12000 roquettes sol-sol (la plupart sont des Katiouchas), le Hezbollah a en sa possession des missiles iraniens Zelsol-1, avec une portée de 150km, ainsi que des missiles téléguidés C-802.

Racines profondes

Mais selon les experts du Moyen-Orient, la vraie force du Hezbollah ne réside pas dans son armement, mais dans son enracinement profond dans le sud du Liban, région qu'habite une écrasante majorité de musulmans chiïtes.

« Le Hezbollah est au Liban ce que le Parti québécois est au Québec. Pourriez-vous détruire le Parti québécois en utilisant des moyens militaires? Non, c'est inconcevable », explique Rex Brynen, professeur de sciences politiques à l'Université McGill. Il pousse l'image plus loin: « Le Hezbollah, ce n'est pas le Front de libération du Québec. Vous ne pouvez pas arrêter ou éliminer 15 personnes et l'organisation s'écroule. »

Il ajoute cependant qu'au niveau organisationnel, le Hezbollah soutient mal les comparaisons. Créé en 1982 en tant que mouvement de résistance chiïte à l'occupation israélienne du sud du Liban, le Hezbollah, ou Parti de Dieu, a conservé son aile militaire après la fin de la guerre, tout en devenant un parti politique islamiste établi. Depuis 1992, il a en effet des représentants au

Parlement libanais. En 2005, il a raflé 14 des 128 sièges de la législature et un poste de ministre.

Le parti soutient aussi un immense réseau de services publics. « Dans le sud du Liban, quand vous êtes chiïte, vous grandissez avec le Hezbollah. L'État libanais n'est pas un État-providence, et c'est le Hezbollah qui s'occupe de la population chiïte, de la naissance à la mort. Les hôpitaux, les écoles, la collecte des ordures, les services publics, c'est eux », explique Marie-Joëlle Zahar, chercheuse à l'Université de Montréal. « Le voir comme

« Le Hezbollah est au Liban ce que le Parti québécois est au Québec. Pourriez-vous détruire le Parti québécois en utilisant des moyens militaires? Non, c'est inconcevable. »

une marionnette pure et simple de l'Iran et de la Syrie est dangereux. C'est ignorer la réalité sur le terrain », ajoute M^{me} Zahar.

Un phénix qui renaît de ses cendres

Le soutien et les effectifs du Hezbollah sont presque impossibles à chiffrer. Et c'est particulièrement vrai de l'aile militaire, qui a fait du secret et de la discipline de parti ses règles d'or. Selon certaines estimations, le noyau dur des combattants armés serait composé de tout juste 600 hommes, qui y consacrent leur vie. Mais les rangs

des milices se gonflent à la vitesse de la lumière en temps de crise. « Ils fonctionnent un peu comme le Viet-cong. Les gens se battent dans leur propre village. Ils connaissent le terrain », explique Sami Aoun, professeur à l'Université de Sherbrooke. Il n'est pas inhabituel qu'un professionnel à temps plein devienne combattant en temps de conflit. S'il est tué, ses fils prennent sa place.

Dans le sud du Liban, où la guerre est une réalité du quotidien depuis plus de 20 ans, le Hezbollah prépare d'ailleurs sa relève dès le plus jeune âge. Des photos, prises par la photographe américaine Alexandra Avakian, montrent des enfants de moins de 10 ans, habillés en treillis, qui prêtent serment au jihad (la guerre sainte) et au martyrologe. Ces jeunes appartiennent aux Scouts Al-Mahdi, une organisation liée au Hezbollah, qui

adolescent qui, lors d'un camp d'été des Scouts Al-Mahdi, a choisi de faire comme projet artistique une étoile de David en pierre. Tentative de rapprochement avec le pays voisin? Pas du tout. Les autres jeunes qui voulaient entrer dans la tente de l'adolescent se voyaient contraints de piétiner le symbole du judaïsme.

Organisation terroriste?

Le Hezbollah est-il une organisation terroriste? Le sujet déchire les grandes puissances occidentales. Seuls le Canada, Israël, les États-Unis et l'Australie lui collent cette étiquette. Les États-Unis ne l'ont ajouté à leur liste d'organisations terroristes qu'en 2001, au lendemain du 11 septembre. Le Hezbollah a cependant dénoncé l'attentat en sol américain et la décapitation d'otages par Al-Qaeda en Irak.

Plusieurs actes terroristes sont attribués au Hezbollah ou à des sous-groupes qui agissent en son nom. L'organisation aurait notamment participé à l'enlèvement de plus de 30 journalistes et diplomates pendant la guerre du Liban. Le chercheur français Michel Seurat est mort en captivité. L'organisation n'a jamais revendiqué ces rapt.

Ils sont aussi soupçonnés d'avoir organisé les attentats suicide dirigés contre l'ambassade américaine et contre les baraques des Marines américains en 1983 à Beyrouth. Trois membres du Hezbollah sont sur la liste des terroristes recherchés par le FBI à la suite du détournement du vol TWA 847, en 1985. Deux attentats contre l'ambassade israélienne et le centre culturel israélien de Buenos Aires en Argentine, en 1992 et 1994, lui sont aussi attribués. Le Hezbollah rejette en bloc ces accusations.

Vulnérable Haïfa

THE NEW YORK TIMES

HAÏFA, Israël — Haïfa, une ville de 250000 habitants accrochée aux flancs d'une montagne, ressemblait mercredi à un plateau de tournage de Hollywood pendant une grève d'acteurs. Les rues étaient pratiquement désertes, les boutiques et les stations-service fermées, et les feux de circulation complétaient leurs cycles sans raison particulière.

Il y a déjà eu des périodes de menace auparavant, mais les missiles n'avaient jamais atteint Haïfa. Aujourd'hui, le Hezbollah utilise des missiles syriens et iraniens plus évolués et de plus grande portée, de sorte que cette

ville multiethnique, l'un des joyaux d'Israël, devient soudainement vulnérable.

Les projectiles ont forcé les résidents à courir aux abris ou à quitter la ville, et nombre de ceux qui sont restés ont envoyé leurs enfants vers le sud, là où les missiles ne se sont pas encore rendus.

Meirav Ben Simchon, 30 ans, vient de passer 13 jours ici, et elle est d'humeur à se battre. « Nous pouvons vivre cela pendant 10 ans s'il le faut, lance-t-elle. Nous sommes une nation de puissance et de croyance », ajoute-t-elle en se baissant pour toucher le sol craquelé. « Personne ne nous prendra cette terre, dit-elle. Personne. »

Cette partie de la ville, un quartier pauvre appelé Kiryat Eleazer, abrite de nombreux immigrants venus du nord de l'Afrique et de la Russie, qui occupent des appartements bon marché. Ils partagent un abri souterrain froid et humide construit dans les années 50. Une roquette s'est abattue à deux pâtés de maisons de là il y a deux jours, fracassant des fenêtres et causant des blessures légères à deux personnes. Lorsque les sirènes se font entendre, les résidents courent vers la porte de l'abri.

Marina Abayev, 40 ans, est arrivée en Israël il y a 10 ans en provenance de Bakou, en Azerbaïdjan, avec son mari et ses

parents. « Après deux semaines, je ne peux plus maîtriser mes enfants », explique-t-elle en montrant Sabrina, 7 ans, et Eyal, 5 ans, qui s'égaillent dans la cour près de la porte de l'abri. La veille, elle avait laissé les enfants dormir à la maison, mais une sirène les a effrayés et ils sont descendus à l'abri.

Ce n'est pas l'Israël auquel elle s'attendait, dit-elle, mais ses enfants, qui sont nés ici, sont israéliens. Ses yeux s'humectent et elle ajoute: « S'il y avait un autre endroit pour eux, je partirais. En vérité, il n'y a pas de lendemain pour ce pays, il n'y a que l'aujourd'hui. Je dois l'avouer: c'est trop dangereux ici. »

Georgette Gaon, 40 ans, s'agit sur le matelas posé à même le sol de l'abri. « Israël est toujours vulnérable avec toute cette terreur, dit-elle. Vous pouvez prendre le bus et puis, boum! Maintenant,

avec cette guerre, nous espérons que c'est un bon pas et que nous en finirons avec ces fous du Hezbollah. »

M^{me} Gaon est du camp des faucons. « L'armée ne s'en tire pas mal, dit-elle, mais ils auraient dû commencer par la Syrie. Nous devons leur donner des leçons. » Au Centre médical Rambam, à Haïfa, qui se trouve aux abords du port fermé et déserté de la ville, les hélicoptères ramènent des soldats israéliens blessés au Liban. Il y en a plus d'une vingtaine.

Les médecins du Rambam, l'un des hôpitaux les mieux équipés du nord d'Israël, font état du stress que vivent les habitants. L'hôpital a réservé une « salle de choc » dans une ancienne cafétéria, où les résidents qui ont connu de près une attaque à la roquette peuvent venir se détendre, parler à des thérapeutes, obtenir des médicaments et se calmer.

JOUR 16 LE PROCHE-ORIENT EN GUERRE

Harper qualifié d'« irresponsable »

Le chef des libéraux fédéraux dénonce les propos du premier ministre sur le travail de l'ONU

NATHAËLLE MORISSETTE

Le chef du Parti libéral, Bill Graham, n'a pas mâché ses mots à l'endroit du premier ministre Harper en le qualifiant d'irresponsable pour avoir remis en question la pertinence de la présence d'une mission de l'ONU au Liban.

De plus, selon un récent coup de sonde Decima, le gouvernement Harper perd des plumes au Québec par rapport aux appuis qu'il récolte en mai. Le sondage a été mené du 20 au 23 juillet derniers, en pleine crise libanaise.

Au Québec, le PC recueille 23 % des appuis, une baisse de six points par rapport à il y a deux mois. Le Bloc en récolte pour sa part 43 %, une hausse de cinq points.

Les libéraux et les néo-démocrates obtiennent respectivement 18 % et 8 % des appuis. À l'échelle nationale, les conservateurs obtiennent 36 % des intentions de vote, comparativement à 30 % pour les libéraux et 17 % pour le NPD.

À la suite du décès mardi de quatre observateurs de l'ONU — dont un Canadien — lors de bombardements par l'armée israélienne dans le sud du Liban, M. Harper avait cherché à comprendre pour quelles raisons des effectifs des Casques bleus se trouvaient toujours dans cette région du pays qui s'est transformée en véritable zone de guerre.

Ces propos ont fait bondir le chef de l'opposition, Bill Graham.

« Je crois que c'est complètement irresponsable », a-t-il lancé hier lors d'un point de presse à Montréal à l'issue d'une rencontre avec le Sierra Club du Québec. « M. Harper fait preuve d'irresponsabilité en remettant en cause la position traditionnelle que le Canada a toujours eue et qui vise à contribuer à la paix. Ce que j'ai trouvé inacceptable, c'est qu'il s'est demandé pourquoi on était là, pourquoi l'ONU était là. Il semble avoir beaucoup blâmé le soldat et l'ONU d'être là mais le soldat était là parce que le Canada a toujours eu un rôle de (pacificateur). »

Il a également rappelé que le soldat se trouvait sur place à la demande du Canada.

Par ailleurs, alors que le premier ministre Harper refuse de condamner Israël pour ces bombardements, M. Graham s'est bien



PHOTO KARAMALLAH DAHER, REUTERS ©

Des soldats des Nations unies en provenance d'Inde transportent le corps d'un observateur de l'ONU tué dans un raid israélien vers un hôpital de Marjaoun dans le sud du Liban.

gardé de prendre position à ce sujet. « Ce que nous devons faire, c'est de demander une enquête pour savoir (ce qui s'est passé), a-t-il déclaré. Il faut avoir tous les éléments avant de condamner des gens. J'ai pleinement confiance et j'ai beaucoup de respect pour le système judiciaire israélien. »

Par ailleurs, les bloquistes ont eux aussi critiqué l'attitude du premier ministre à la suite de la mort des quatre observateurs de l'ONU.

Dans un communiqué de presse publié mercredi, la porte-parole du Bloc en matière d'affaires étrangères, Francine Lalonde, a demandé à M. Harper « de réviser immédiatement sa position et de faire savoir le mécontentement du Canada au regard de la manière

qu'Israël mène ses opérations militaires au Liban ».

De son côté, le premier ministre n'a fait aucune autre déclaration hier, et ce, malgré la grogne semée par ses propos.

Pendant ce temps, les ressortissants canadiens qui se trouvaient au Liban continuent de rentrer au bercail.

Le ministre fédéral de la Sécurité publique, Stockwell Day, et son homologue du Québec, Jacques Dupuis, se sont rendus à l'aéroport Pierre-Elliott-Trudeau pour accueillir ceux qui étaient de retour hier. Ottawa et Québec envisagent la possibilité de partager les coûts engendrés par la mise en place de mesures d'accueil pour les ressortissants.

Enfin, Cynthia Hess-von Krue-

dener, la femme du Casque bleu de Kingston en mission d'observation dans le sud du Liban porté disparu et présumé mort depuis les bombardements de mardi, a blâmé Israël, hier, pour ce qu'elle considère être une attaque intentionnelle de l'État hébreu.

« Les Israéliens avaient des missiles guidés et ont décidé de bombarder ce site avec trois missiles », a-t-elle déclaré.

Le major Paeta Hess-von Kruedener, âgé de 43 ans, participait à une mission d'observation de l'ONU dans la ville de Kham, lorsque des bombes israéliennes ont détruit le poste, tuant avec lui trois autres observateurs, d'origine chinoise, autrichienne et finlandaise.

Interrogée pour savoir si les

Casques bleus auraient dû évacuer la zone, M^{me} Hess-von Kruedener a répondu: « Ce sont des soldats de l'ONU clairement identifiés. Ça aurait dû être un endroit sécurisé. Le site n'aurait pas dû être bombardé. » Puisque le corps de son mari n'a pas encore été retrouvé et identifié parmi les débris, elle espère toujours qu'il soit en vie.

Avec la collaboration de Malorie Beauchemin et PC

CRISE AU MOYEN-ORIENT

Suivez l'évolution des événements sur www.cyberpresse.ca/monde

Carte blanche à Israël

JOONEED KHAN

ANALYSE

Face à l'intensité des combats, l'Australie a ramené hier à Beyrouth 12 militaires qui ont aidé à évacuer 4400 de ses citoyens pris sous les bombes israéliennes visant le Hezbollah.

Onze autres soldats australiens servant dans l'ONU pour la supervision de la trêve (ONUST) restent toutefois dans le sud du Liban. Mais le ministre des Affaires étrangères Alexander Downer a déclaré qu'envoyer des troupes pour maintenir la paix dans cette région serait « une mission suicide » en l'absence d'un cessez-le-feu.

La position de l'Australie, alliée fidèle des États-Unis, farouche

partisan du « droit d'Israël à se défendre », n'est pas une critique de la destruction par Israël du poste de l'ONU à Kham, qui a causé la mort de quatre observateurs, dont un Canadien.

L'incident rappelle le massacre de Cana, le 18 avril 1996, alors que 106 civils libanais fuyant les bombes israéliennes étaient tués dans la base de l'ONU où ils s'étaient réfugiés. Il y eut 116 blessés. Voulant condamner Israël, Boutros-Ghali fut éjecté par les États-Unis de son poste de secrétaire général de l'ONU.

Pour l'Australie, il s'agit plutôt d'un repli pour permettre à Israël d'exterminer le Hezbollah. C'est un aveu qu'un cessez-le-feu n'est pas envisagé pour le moment. C'est un signal qu'Israël peut frapper à sa guise.

« Il est important que les Australiens apprécient, malgré l'affront que représentent pour nous les actions d'Israël, que (l'État juif) se bat contre le Hezbollah et le Hamas, voués à sa destruction avec l'aide de la Syrie et de l'Iran », a déclaré le ministre de la Défense Brendan Nelson à la télévision australienne ABC.

Un Australien détenant la nationalité israélienne et enrôlé dans l'armée, Assaf Namer, figurait parmi les neuf soldats israéliens tués mercredi à Bint Jbeil, soulignent les médias, en citant le ministre Downer.

La position de l'Australie cadre bien avec le texte laborieux du Conseil de sécurité de l'ONU, qui s'est déclaré hier « profondément choqué » par le drame de Kham, mais qui ne comporte ni

le mot « condamnation » ni aucun appel au cessez-le-feu.

Déjà, la conférence de Rome avait omis mercredi d'appeler à un cessez-le-feu immédiat. Hier, le ministre finlandais des Affaires étrangères, Erkki Tuomioja, parlant au nom de l'Union européenne, était contraint de préciser qu'Israël avait « mal interprété » le texte de Rome en y voyant une « carte blanche pour poursuivre son offensive ».

Ce flottement des puissances occidentales cadre, lui, avec l'unilatéralisme du leadership États-Unis depuis les attentats du 11 septembre 2001, renforcé par la doctrine de « frappe préventive » depuis l'invasion de l'Irak.

Laxe Washington-Londres

La Chine, qui a aussi perdu un homme à Kham, avait proposé un texte plus musclé. Elle a menacé hier de riposter face aux Occidentaux à l'occasion de négociations sur d'autres sujets difficiles, comme le programme

nucléaire iranien et nord-coréen.

La Russie soutenait le texte chinois avec « la majorité des membres du Conseil » et exigeait un cessez-le-feu immédiat. « Les États-Unis et la Grande-Bretagne ont bloqué », a indiqué le ministre des Affaires étrangères à Moscou.

Washington et Londres affrontaient entre-temps une affaire de transport d'armes à Israël: selon la presse, deux avions A310 chargés de bombes GBU28 à guidage laser pour Israël ont fait escale le week-end dernier à l'aéroport de Prestwick.

Philip Zelikow, du secrétaire d'État, était par ailleurs à Bruxelles pour discuter d'une future force pour le Liban avec l'OTAN et l'UE, tandis que l'ambassadeur États-Unis à l'ONU, John Bolton, affirmait au Sénat que « le Liban pourrait, comme l'Irak, devenir un exemple de démocratie pour le Moyen-Orient ».

Avec AFP, AP, Reuters, Haaretz, Xinhua, abc.net et The Guardian

Rassemblement pour la paix du B'nai Brith à Montréal

RICHARD BIRON

Un millier de personnes, dont le maire Gerald Tremblay, ont pris part à la manifestation « pour la paix » organisée par B'nai Brith, une organisation pro-israélienne, hier au square Dominion. Au cours du rassemblement, des orateurs ont répété à de nombreuses reprises que la manifestation n'était pas hostile aux Libanais en général.

« Ce sont des victimes innocentes. Ils sont occupés par le Hezbollah et l'Iran. Cette occupation doit cesser », estime le rabbin montréalais Reuben Poupko. Certains disent que la riposte israélienne

était disproportionnée, et c'est vrai. Si nous avions eu un souci de proportionnalité, nous aurions bombardé directement des civils sans avertir et nous aurions agi comme le Hezbollah. »

« Je suis un survivant de l'Holocauste, et les paroles du président de l'Iran sont du même type que celles d'Hitler, a renchéri Thomas O. Hecht, membre du conseil d'administration de l'Institut canadien de recherches sur le judaïsme. Elles mettent en danger non seulement le peuple juif, mais toutes les nations. »

Pour sa part, le maire Tremblay, n'a pas pris la parole, contrai-

rement à plusieurs invités à ses côtés, et a refusé de prendre parti dans le conflit, marchant visiblement sur des œufs.

Après la manifestation, le premier magistrat a été interrogé sur la signification de sa présence à un événement organisé par une association pro-israélienne. « Je suis ici parce que c'est un rassemblement pour la paix », s'est contenté de dire le maire, qui a aussi participé à une messe de maronites libanais le week-end dernier.

M. Tremblay a également refusé de se prononcer sur l'opportunité d'un cessez-le-feu ou sur la proportionnalité de la riposte israé-

lienne à l'enlèvement de deux de ses soldats. « Il ne m'appartient pas de porter un tel jugement », a-t-il déclaré.

Manifestation pro-libanaise à Ottawa

La présence du maire a fait vivement réagir les organisateurs d'une autre manifestation, pro-libanaise celle-là, tenue devant le siège du ministère des Affaires étrangères à Ottawa. « Je suis choqué, sans paroles de voir que le maire s'est joint à une manifestation du B'nai Brith », a affirmé Ahmad Mustafa, de Tadamon!, un collectif de solidarité entre mouvements sociaux montréalais

et libanais.

« Les gens du B'nai Brith font de la manipulation lorsqu'ils se disent pour la paix », a ajouté M. Mustafa. Nous aussi, nous sommes pour la paix, mais pas à la façon américaine. Nous souhaitons une paix juste, sans oppression et sans occupation. »

Quelques centaines de personnes, dont plusieurs venus de Montréal par autocars, ont quant à elles pris part à la manifestation pro-libanaise d'Ottawa.

Elles ont remis une lettre au représentant du ministre Peter MacKay, dans laquelle elles dénoncent le « parti pris » du gouvernement Harper.

OUTGAMES



PHOTO YVANO DEMERS, LA PRESSE

L'arrivée des Outgames crée aussi des attentes du côté des travailleurs du sexe. La thématique est d'ailleurs reprise avec humour sur un panneau publicitaire commandité par COCQ-Sida, qui montre des équipements sportifs en forme de pénis: une queue de billard, un volant de badminton, une rame d'aviron et un bâton de baseball. Le slogan: «Équipé pour les Jeux?».

LES TARIFS SEXUELS À LA HAUSSE

Les travailleurs du sexe veulent tirer leur épingle des Jeux

MARIANE LACOURSIÈRE

Les commerçants ne seront pas les seuls à profiter de la venue des Outgames à Montréal. Les travailleurs du sexe comptent également augmenter leurs tarifs pendant les deux semaines de compétitions.

«Généralement, les gars les plus «cheap» demandent 20\$ ou 25\$ par client. Moi, je demande à peu près 40\$. Pendant les Outgames, on va pouvoir exiger le même prix qu'on demande habituellement aux Américains,

soit 100\$», dit Félix, un prostitué rencontré hier à l'angle des rues Sainte-Catherine et Champlain.

Selon Félix, la hausse des tarifs est tout à fait pertinente. «Montréal est l'une des villes américaines où la prostitution coûte le moins cher. On peut bien augmenter un peu nos prix», soutient-il.

Les agences d'escortes pourraient aussi profiter de l'arrivée massive de touristes à Montréal. «Mon agence a déjà monté ses prix. C'est bon pour moi!» affirme Tommy. Selon lui, les

salons de massages «spéciaux» et les bars de danseurs feront aussi des affaires en or.

Si l'arrivée des Outgames fait saliver plusieurs travailleurs du sexe, d'autres doutent faire plus d'argent. «Il va y avoir tellement de beaux gars partout en ville que les gens n'auront pas besoin de venir nous voir pour se satisfaire. Ils vont juste «cruiser»! croit Philippe. Quoiqu'il y ait toujours des gens prêts à payer pour quelque chose de rapide et de pas compliqué...»

Malgré l'attrait financier lié

aux Outgames, les travailleurs du sexe de l'étranger n'ont pas envahi les rues de Montréal dans l'espoir de s'enrichir. «On est pas mal tout le temps les mêmes réguliers. Je n'ai pas vu d'étrangers et je pense vraiment pas qu'il va y en avoir», dit Félix. Le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) n'a pas non plus remarqué l'arrivée d'étrangers.

Au cours des deux prochaines semaines, les policiers du SPVM seront plus nombreux à patrouiller le quartier gai. «Mais personne n'a reçu la consigne de faire plus

de répression. Les policiers interviennent toujours de la même façon», affirme le porte-parole du SPVM, Daniel Rondeau.

Les prostitués ne sont pas de cet avis. «Les policiers nous surveillent beaucoup plus. Ils ont déjà nettoyé un peu le secteur», prétend Félix. «Depuis que les Outgames ont été annoncés, les travailleurs du sexe nous rapportent de plus en plus de cas de répression policière», affirme Gilles Tardif, coordonnateur des programmes cliniques pour l'organisme communautaire Cactus.

CONFÉRENCE SUR LES DROITS DES LGBT

L'homoparentalité et le transsexualisme sous la loupe

MARIO GIRARD

Parmi les nombreux thèmes abordés au cours de la première journée de la Conférence internationale sur les droits des lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres (LGBT), ceux de l'homoparentalité et du transsexualisme ont dévoilé quelques pans de leur réalité. Conclusion: les conjointes lesbiennes font d'excellentes belles-mères et le transsexualisme souffre de son isolement.

Phénomène peu exploré jusqu'ici, l'homoparentalité intéresse de plus en plus les chercheurs. Hier matin, des étudiants de l'UQAM sont venus présenter des données préliminaires liées à des travaux en chantier. En introduction, Danielle Julien, professeure de psychologie à l'UQAM, a expliqué que la plupart des études réalisées jusqu'ici sur le sujet

ont été faites pour le compte des juristes. Il est grand temps selon elle qu'on aille plus loin. Mais déjà, des conclusions se profilent à l'horizon.

Belles-mères lesbiennes

«Il ne fait aucun doute qu'il n'y a aucune différence quant à la compétence parentale des homosexuels», dit-elle. Certaines études relèvent toutefois qu'il y a davantage de femmes en détresse parmi les mères lesbiennes et que les filles élevées par des lesbiennes étaient plus enclines à explorer la bisexualité que les autres filles hétérosexuelles.

Émilie Jouvin s'est attardée à comparer des familles recomposées, d'une part de mères lesbiennes et d'autre part de parents hétérosexuels. Elle a entre autres découvert que les belles-mères lesbiennes avaient une meilleure

relation avec les enfants de leur conjointe que dans le cas du beau-parent hétérosexuel. Son étude démontrera que le bien-être des enfants élevés par des parents gays est aussi probable qu'avec des parents hétérosexuels.

Alexandre L'Archevêque s'est intéressé à l'implication des pères gays auprès de leurs enfants. Comme la plupart ont eu leur enfant au moment d'une relation hétérosexuelle, il a remarqué que les hommes qui n'avaient pas encore vécu leur *coming-out* avaient une relation plus difficile et distante avec leurs enfants.

Leur collègue Johanna Vyncke a comme champ d'intérêt l'homophobie dont peuvent être victimes les enfants élevés par des parents homosexuels. Sur les enfants consultés, 67% affirment n'avoir jamais été victimes de discrimination à cet égard. Près de 30%

d'entre eux ont toutefois répondu avoir connu une forme d'homophobie «rarement» ou «de temps en temps».

L'isolement des transsexuels

Plus tard en après-midi, Julie-Maude Beauchesne, présidente de la Coalition des transsexuel(les) du Québec, a animé un atelier à propos des difficultés rencontrées par les transgenres lorsqu'il s'agit de se rassembler et de revendiquer leurs droits.

«Le problème c'est qu'une fois qu'ils ont subi leur transformation, les transsexuels adoptent un mode de vie qui les rend invisibles», dit-elle avant de parler d'études internationales qui prétendent qu'une personne sur 2000 serait transsexuelle.

Selon la jeune femme de 32 ans, qui a connu une transformation il y a quelques années, le *coming-*

out des transsexuels est beaucoup plus important que celui des gays. «Il se fait instantanément auprès de la famille, des amis et des collègues de bureau. Voilà pourquoi plusieurs transsexuels désirent retrouver une forme d'anonymat après ce choc.»

Une mobilisation des transsexuels permettrait un meilleur accès à la revendication des droits. Pour l'instant, le gouvernement québécois défraie les coûts reliés à une transformation lorsque celle-ci est pratiquée dans un hôpital public. «Le hic, c'est qu'il est impossible de trouver des spécialistes dans ces hôpitaux», dit M^{me} Beauchesne. Il faut aller dans des cliniques privées. Une opération permettant à un homme de devenir une femme coûte de 15 000\$ à 25 000\$, celle d'une femme qui veut devenir un homme de 35 000\$ à 70 000\$.

Une campagne antisida percutante pour marquer l'événement

MARIO GIRARD

En pleine ouverture des Outgames, une campagne publicitaire pour le moins percutante a fait son entrée à Montréal. Elle a été conçue par la firme Marketel, à la demande de la Coalition des organismes communautaires québécois de lutte contre le sida (COCQ-Sida). Ses différents messages reprennent certains

un volant de badminton et le bout d'une queue de billard rappellent immédiatement la forme d'un sexe masculin.

Sachets de condoms

Le second volet montre des pictogrammes symbolisant certaines disciplines sportives (lutte gréco-romaine, cyclisme, aviron, dynamophilie). Ceux-ci adoptent des positions sexuelles

reçu aucun commentaire négatif jusqu'à maintenant», dit Lise Pineau, directrice générale de l'organisme.

Message festif

Conçue avec la collaboration de l'agence Marketel, cette campagne se veut moins dramatique que les précédentes.

« Comme c'était pour les Outgames, on a voulu faire quelque chose de festif », dit Laetitia Leclerc, superviseuse de l'agence Marketel, qui ajoute que le travail du photographe, Jean-François Gratton, est jusqu'ici très remarqué.

Campagne peu coûteuse

Cette campagne, qui a coûté 60 000 \$, peut être vue sur des panneaux, dans des magazines, mais aussi dans les bars et saunas gais. Elle a été financée par le ministère de la Santé et des Services sociaux. « Vu la qualité de la campagne, c'est très peu, dit Lise Pineau. C'est possible grâce à Marketel, qui nous offre depuis trois ans sa collaboration. »

« Comme c'était pour les Outgames, on a voulu faire quelque chose de festif. »

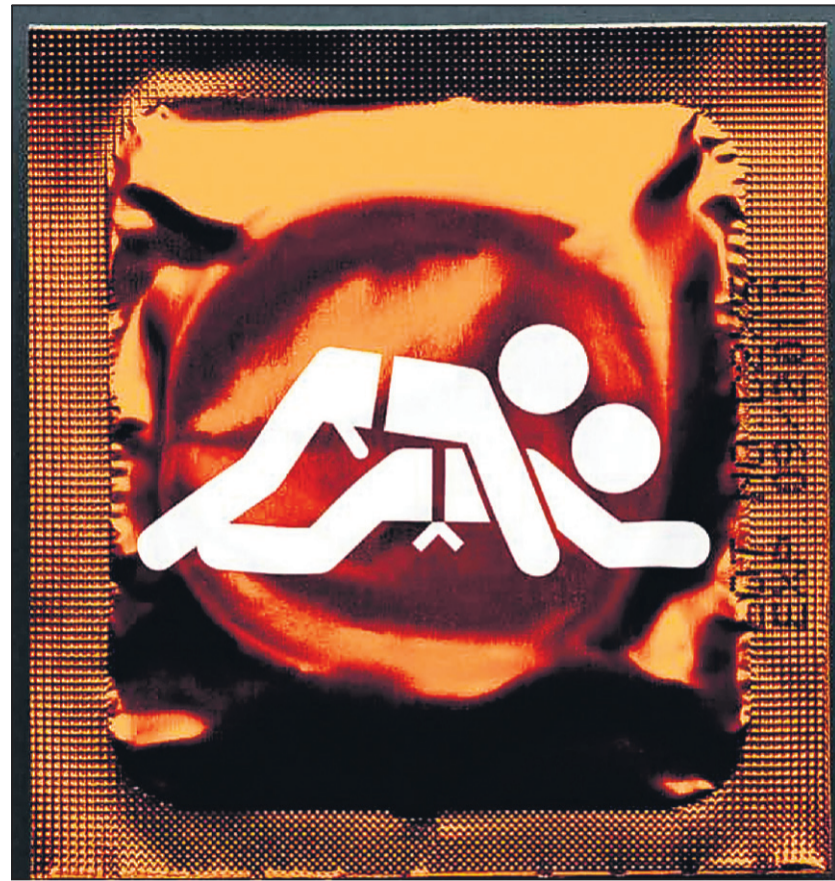
- Laetitia Leclerc, superviseuse de l'agence Marketel

symboles du monde olympique en les intégrant à la réalité gaie.

Sur la thématique « Équipé pour les jeux? », la campagne se divise en trois volets. D'abord une série de huit photographies présentent des équipements sportifs dotés d'une connotation phallique à peine voilée. Un manche de raquette de tennis,

sans équivoque et apparaissent sur des sachets de condoms. Une version animée de ce volet a également été réalisée.

Habituee à recevoir des plaintes et des critiques négatives pour ses campagnes publicitaires, la COCQ-Sida avoue que pour l'instant la campagne est bien accueillie. « Nous n'avons



VENTE DE BILLETS

Une promo qui lève

ARIANE LACOURSIÈRE

L'offensive promotionnelle des Outgames a fonctionné. Quelques heures après l'annonce que les billets pour la cérémonie d'ouverture se vendraient à deux pour le prix d'un, plusieurs personnes ont réservé leurs places dans les gradins du Stade olympique.

« Les ventes se déroulent très bien maintenant », confirme Pascal Dessurault, des Outgames.

En fin d'après-midi hier, les gens étaient nombreux à attendre aux guichets du Stade pour se procurer leurs billets.

Les autres trois fêtes officielles des Outgames, portant le nom de Mind, Body et Soul, n'auront pas besoin d'effectuer une « vente de feu ». Les billets s'écoulent déjà à un bon rythme.

« Pour le premier party qui aura lieu au Métropolis, 1500 billets sur 2200 sont déjà vendus. Les gais sont des gens de party. Je suis confiant que la place va se remplir très vite », dit l'organisateur des trois événements, Robert Vézina.

Président-fondateur du festival Black & Blue, un rave qui se tient chaque année au Stade olympique, Robert Vézina promet des soirées enlevantes.

« Le dernier party, Soul, devrait être quelque chose. Il va y avoir des performances live et plein d'effets spéciaux. Certains éléments se promèneront au plafond sur des rails », décrit l'organisateur.

La soirée aura lieu dans la salle d'exposition du Palais des congrès et pourra accueillir jusqu'à 10 000 personnes. Jusqu'à maintenant, 5000 billets ont été vendus. « L'industrie des partys raves est ainsi. Les gens achètent vraiment à la dernière minute », soutient Robert Vézina. Même si les billets se vendent 95 \$ chacun, il croit que la salle sera pleine à craquer le 5 août.

Les passants interrogés hier dans le quartier gai semblent lui donner raison.

« Je n'irai pas aux cérémonies d'ouverture, mais j'irai au Soul parce que ce sera un vrai party », dit Diego. De toutes les personnes interrogées, seul Pierre Thibodeau n'avait pas l'intention de participer à au moins une des fêtes des Outgames. « Je fuis pour la campagne. J'ai l'impression que les gens qui vont y aller viennent tous du village gai. Ça fait un peu ghetto. Je préfère le calme de mon chalet », dit-il.

EN BREF

Les conservateurs seront là

À la suite de la parution de notre article d'hier sur la participation des politiciens aux Outgames, plusieurs d'entre eux ont tenu à confirmer leur présence à l'événement. Sur la scène fédérale, le député du Nouveau Parti démocratique Bill Siksay, militant de longue date des droits des gais et lesbiennes, sera présent. Au Parti conservateur, le ministre des Travaux publics, Michael Fortier, a finalement confirmé qu'il sera aux cérémonies d'ouverture. Au Québec, Manon Massé et François Saillant représenteront Québec solidaire. - Ariane Lacoursière

Parcours d'autobus modifiés

Dans le cadre des activités du festival Divers-Cité, le parcours de certains circuits d'autobus de la Société de transport de Montréal (STM) sera modifié entre le 30 juillet et le 6 août. Le circuit 15, rue Sainte-Catherine, ne sera plus en service à partir de 21h le dimanche 30 juillet pour permettre la tenue du défilé. Les vélos seront par ailleurs interdits dans le métro pour la soirée du 30, le défilé contribuant à accroître l'achalandage dans le réseau. Les parcours des circuits 30, 45, 358 et 361 seront aussi modifiés à certains moments au cours de la semaine d'activités. Pour obtenir les horaires et modifications, les usagers peuvent composer le 514-288-6287 ou consulter le www.stm.info. La Presse

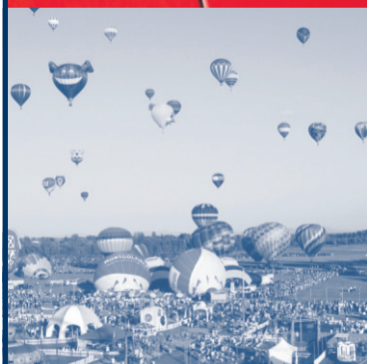
La Montérégie

Une région d'escapades



3 thématiques
60 sites touristiques

- Escapades **culturelles**
- Escapades **naturelles**
- Escapades **sensorielles**



Que vous soyez amateurs de plein air, adeptes de culture ou amateurs d'aventures et de découvertes, c'est plus d'une quarantaine d'activités que vous suggère la Montérégie pour vos escapades estivales.



Une collaboration de :



Parcs Canada / Parks Canada



Parc national du Mont-Saint-Bruno
Conserv. Protéger. Découvrir.



Parc national des Îles-de-Boucherville
Conserv. Protéger. Découvrir.

et



Procurez-vous notre brochure de promotion

1 866 469-0069 ■ www.tourisme-monteregie.qc.ca

ACTUALITÉS

ÉLECTION PARTIELLE DANS ROSEMONT

Les bulletins de vote seront dépouillés manuellement

SÉBASTIEN RODRIGUE

La prochaine élection partielle dans l'arrondissement de Rosemont-La Petite-Patrie se fera à la mitaine. Les urnes électroniques seront remplacées par des boîtes de carton, et les calculatrices automatiques laisseront place au dépouillement manuel – avec des scrutateurs en chair et en os.

Après le fouillis électoral de novembre dernier lors des élections municipales, le Directeur général des élections du Québec (DGEQ) a imposé un moratoire sur le scrutin électronique, a appris *La Presse*.

Selon Myriam Régner, porte-parole du DGEQ, une enquête et des tests sont toujours en cours. Les conclusions étaient attendues en mai, mais des délais sont survenus. L'enquête porte sur l'ensemble des systèmes de votation électronique utilisés dans 179 municipalités lors des élections de novembre 2005.

Les résultats, qui seront rendus publics à l'ouverture de la prochaine session parlementaire en octobre, détermineront l'avenir du scrutin électronique. En attendant la fin des travaux, le DGEQ n'a pas renouvelé l'entente autorisant le recours au scrutin électronique.

Une porte-parole de la Ville de Montréal, Natacha Beauchesne, confirme que Montréal utilisera



Après le fouillis électoral de novembre dernier lors des élections municipales, le Directeur général des élections du Québec a décidé d'imposer un moratoire sur le scrutin électronique.

PHOTO ROBERT SKINNER, LA PRESSE ©

un mode de vote traditionnel pour élire le conseiller municipal du district de Marie-Victorin le 24 septembre prochain.

Cette élection partielle a été déclenchée après la démission de Pierre Bourque, en mai der-

nière. La campagne électorale doit débuter le 10 août.

À Montréal, on a utilisé les urnes électroniques et la compilation automatique des résultats en novembre dernier. La journée et le lendemain du scrutin ont

toutefois été marqués par de nombreux problèmes techniques.

Ainsi, les résultats officiels n'ont été disponibles que 24 heures après la fermeture des bureaux de scrutin, et deux candidats se croyant victorieux le

INDUSTRIE DES CHEVAUX

Des écuries ont fort mauvaise mine

JANIE GOSSELIN

Loin du glamour du Vieux-Montréal et des calèches rose bonbon, plusieurs problèmes se cachent dans l'industrie des chevaux de Montréal.

La Société pour la prévention de la cruauté envers les animaux (SPCA) a récemment conseillé à la Ville de détruire l'écurie Lucky Luc, a appris *La Presse*.

« Les matériaux, c'est du bois pourri, des planchers défoncés, des toits qui coulent, des endroits potentiellement dangereux », explique l'inspectrice de la SPCA, Nathalie Bouillé. De l'extérieur, l'établissement a mauvaise mine.

Revêtement rouillé, clôture tombante, brèches apparentes. Il a

toutefois été impossible à *La Presse* de visiter l'intérieur.

Le propriétaire de l'établissement, Luc Desparois, admet l'allure pitoyable de son écurie. « C'est très dû pour des rénovations, concède-t-il. Quand ça fait 12 ans qu'il y a des chevaux qui frappent dedans, c'est sûr que c'est moins attrayant que ce l'était. »

Quant au toit qui coule, « ça ne coule pas sur les chevaux, ça coule derrière, sur le trottoir », assure-t-il. Il prévoit faire des rénovations à l'automne. L'écurie peut accueillir une cinquantaine de chevaux.

Pourquoi ne pas avoir réglé les problèmes plus tôt? « Quand on se fait menacer chaque année

de se faire fermer, ce n'est pas le temps d'investir des 10 000\$ et des 20 000\$ de plus », explique Luc Desparois.

Techniquement sans statut, il pourrait obtenir une reconnaissance sous peu grâce à un droit acquis.

Des écuries sans permis

Lucky Luc n'est pas le seul à exploiter une écurie sans permis sur le territoire de Montréal. Réjean Fortin a fondé la sienne l'an dernier, à la suite d'une mésentente avec M. Desparois. Son dossier est actuellement à l'étude à l'arrondissement du Sud-Ouest. « Pour l'instant, la Ville me laisse tranquille », dit-il.

Tout près de l'écurie de M. Fortin, celle de Leo Leonard a obtenu une reconnaissance de droits acquis. L'octogénaire a cependant accepté une offre d'achat, et fermera ses portes à l'automne. Le nouvel acquéreur détruira vraisemblablement les stables.

Il reste une seule écurie qui a obtenu un permis après avoir fourni des attestations d'experts. L'Écurie de Montréal a ouvert ses portes il y a une dizaine d'années, à Pointe-Saint-Charles. Son propriétaire, Jean-Simon Desparois, est en colère.

« Cela me crée un grand préjudice, parce que j'ai des coûts reliés à toutes ces installations-là et à l'entretien rigoureux que la Ville exige que je fasse », dit-

soir des élections ont par la suite appris qu'ils avaient perdu.

La présence de doublons dans les résultats a ensuite modifié le vainqueur à la mairie de l'arrondissement du Sud-Ouest. Le scrutin de novembre dernier a par ailleurs suscité un nombre record de 15 demandes de dépouillement judiciaire — les résultats sont toutefois demeurés identiques après les dépouillements.

Dans un rapport soumis au DGEQ, la présidente des élections de la Ville de Montréal, Jacqueline Leduc, a critiqué le travail de la firme PG Élections. Elle s'interrogeait aussi sur la pertinence de tenir des élections municipales simultanément partout au Québec.

M^{me} Leduc affirmait néanmoins qu'un scrutin électronique augmentait la fiabilité des résultats et diminuait les risques d'erreurs.

La Ville de Montréal a pour sa part refusé de payer une dernière tranche du contrat avec la firme PG Élections, évalué à 1,2 million de dollars.

Selon la porte-parole de la Ville, des négociations sont toujours en cours entre l'administration municipale et l'entreprise à ce sujet. Au total, 83 municipalités ont fait affaire avec PG Élections pour organiser leur scrutin en novembre dernier.



Voyagez en première classe.

La quiétude. Inspirée par Birks.

Exclusif à Birks, étui de voyage en cuir noir pour bijoux, avec intérieur en suède, 175\$.



Magasinez avec nous en ligne ou en vous rendant au Birks le plus près de chez vous. Visitez le www.birks.com ou composez le 1.800.682.2622.

D'autres dépassements de coûts à l'Hôpital du Lakeshore

GABRIEL BÉLAND

Les contribuables n'ont pas fini de payer pour la modernisation des urgences de l'Hôpital général du Lakeshore.

Les travaux avaient déjà coûté 10 millions de dollars de plus que prévu. Et voilà que l'entrepreneur poursuit l'établissement pour encore 10 millions.

La liste des suppléments réclamés est longue: frais d'augmentation des coûts de matériaux, de

Si la cour tranche en faveur du plaignant, la « modernisation » du service des urgences aura coûté 40 % de plus que prévu.

main-d'œuvre, d'intérêts, de prolongation des travaux, de travaux d'hiver... Au total, c'est plus de 9,6 millions qu'exige le consortium G.A.S.

L'entreprise juge qu'elle a dû effectuer des travaux qui n'étaient pas prévus. En fait, l'hôpital situé à Pointe-Claire a donné 490 ordres de changement.

Plusieurs de ces modifications ont été établies « sans négociation », affirme le consortium. Dans sa poursuite déposée la semaine dernière, G.A.S. accuse l'hôpital d'avoir agi « de façon

arbitraire » en fixant le prix des changements au détriment de l'entreprise.

Si la cour accepte la demande du plaignant, la modernisation du service des urgences aura coûté 76 millions. L'étude initiale prévoyait plutôt un budget de 54 millions. Il s'agirait donc d'un dépassement de coûts de 40 %.

Entreprise en 2000, la rénovation des urgences devait être achevée en août 2004. Elle a été terminée 16 mois plus tard.

Le consortium refuse d'en prendre la responsabilité. Il blâme l'hôpital tout en lui demandant d'en assumer les frais.

« Projets mal définis »

En juin, le vérificateur général du Québec avait dénoncé les dépassements de coûts. Il avait analysé neuf projets ruineux dans le réseau de la santé, dont celui du Lakeshore. « Souvent, les projets sont mal définis. Leur définition se fait pendant le projet. On dit: tant qu'à y être, on va faire ceci; tant qu'à y être, on va faire cela », a souligné Renaud Lachance.

De son côté, l'Hôpital général de Lakeshore espère pouvoir s'entendre avec le promoteur. « On s'oriente vers la médiation. Si les deux parties s'entendent, tout va bien aller », explique le directeur technique du Lakeshore, Denis Dufour. Il n'a pas voulu commenter les dépassements de coûts.

EN BREF

Trafiquants de crack arrêtés à Laval

Un homme de 39 ans, identifié comme la tête dirigeante d'un réseau de trafiquants de crack opérant à Laval, a été appréhendé tôt hier, en même temps que sept autres individus reliés à cette organisation criminelle. Au moins 700 roches de crack ainsi que deux armes à feu et 80 000\$ en argent ont également été saisis lors de sept perquisitions dans des résidences du secteur du boulevard Labelle, dans le quartier Chomedey, à Laval. Les suspects, quatre hommes et quatre femmes, comparaitront aujourd'hui au palais de justice de Laval pour faire face à des accusations de possession et trafic de stupéfiants. Marcel Laroche

Réseaux démantelés à Vancouver

Les policiers de Vancouver ont démantelé deux réseaux de trafiquants de cocaïne qui expédiaient la drogue vers Montréal et Toronto. Les autorités ont saisi une imposante quantité de cocaïne, soit 110 kilogrammes. Cinq personnes ont été appréhendées et un mandat d'arrêt a été lancé contre un sixième suspect. L'enquête s'est amorcée à la suite d'une saisie de drogue à la frontière canado-américaine. Les trafiquants importaient la drogue des États-Unis et l'expédiaient vers l'Est dans des véhicules modifiés et par des vols commerciaux. Presse Canadienne

ACTUALITÉS

EN BREF

Interdiction de publier maintenue

Les médias des deux côtés de la frontière ont fait part de leur déception, hier, après qu'un juge de l'Ontario eut maintenu une interdiction de publication touchant les éléments de preuve soumis lors des audiences sur le cautionnement de 17 personnes accusées d'avoir comploté afin de commettre des attentats sur le sol canadien. Dans une décision de 80 pages, le juge Bruce Durno, de la Cour supérieure de justice, a indiqué que l'interdiction devait demeurer en vigueur afin de préserver le droit des suspects à un procès juste. Les organes de presse entendent examiner la décision du juge Durno et les options qui s'offrent à eux. Douze hommes et cinq adolescents ont été arrêtés, le 2 juin, et accusés avoir pris part aux acti-

vités d'un groupe terroriste, entre autres délits de nature terroriste. —PC

L'obésité complique les radiographies

Les hôpitaux nord-américains ont de plus en plus de mal à trouver des solutions au problème des patients obèses qui sont trop gros pour être diagnostiqués à l'aide de divers appareils d'imagerie médicale. Une nouvelle étude publiée dans le numéro du mois d'août du magazine *Radiology* explique que plusieurs patients dont le poids dépasse les 350 livres (159 kg) n'entrent tout simplement pas dans certains appareils. Dans certains cas, même lorsqu'une lecture peut être faite, les radiologistes ont du mal à interpréter les résultats en raison de la trop grande densité des tissus adipeux. L'auteur de l'étude, le docteur Raul Uppot, radiologiste au Massachusetts General Hospital,

ajoute que la qualité est parfois à ce point mauvaise que les petites tumeurs échappent aux médecins. —PC

Le Canada, 10^e pays du bonheur

Le Canada se retrouve parmi les 10 premiers pays d'une «carte mondiale du bonheur», qui établit un classement de 178 pays, de l'Albanie au Zimbabwe, en fonction du sentiment de bien-être de leurs populations. Classé 10^e au monde, le Canada se distingue tout particulièrement au chapitre de trois importants critères de bonheur, soit la santé, la richesse et l'accès à l'éducation, selon l'un des créateurs de cette carte, Adrian White, de l'Université de Leicester, en Angleterre. M. White, psychologue de formation, a dit croire que la carte était la première à illustrer les degrés de bonheur et de bien-être à une échelle mondiale. Le Danemark se trouve au som-

met du classement, loin devant les États-Unis (23^e), le Royaume-Uni (41^e), l'Espagne (46^e), l'Italie (50^e), la France (62^e), la Chine (82^e), le Japon (90^e), l'Inde (125^e) et la Russie (125^e). —PC

Candidat à la CSM condamné

Un candidat à un poste au conseil des commissaires de la Commission scolaire de Montréal a été condamné, en vertu de la Loi sur les élections scolaires, à payer une amende de 250\$ et à rembourser des frais juridiques. Candidat aux élections scolaires du 16 novembre 2003, Marcellin Noël était accusé d'avoir omis de transmettre au Directeur général de la commission scolaire son rapport financier additionnel attestant qu'il avait acquitté toutes ses dettes liées à ses dépenses électorales, ce qui constitue une infraction. — La Presse

Vente
d'entrepôt
du 27 au 30 juillet

- de 50%
- à 70%

Vente
d'entrepôt
du 27 au 30 juillet

À Mirabel :

12400, De L'Avenir,

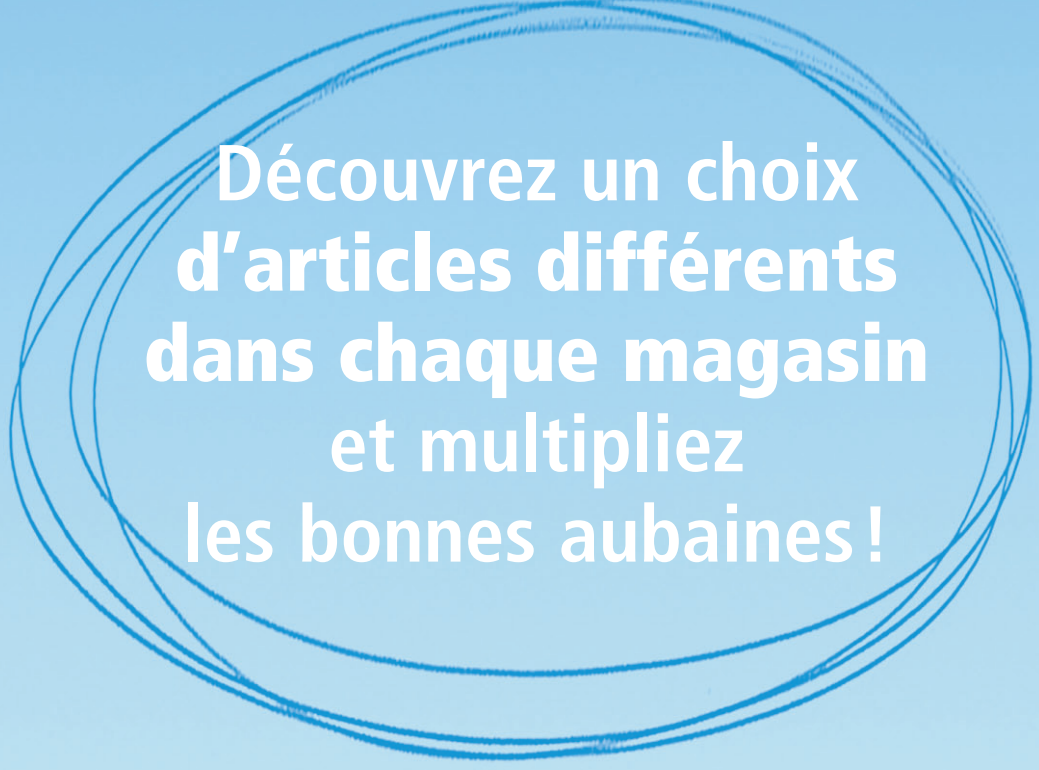
Sortie 31

de l'autoroute 15 Nord

Tél. : (450) 435-6046

www.jardindeville.com

Économisez
JUSQU'À 50%
sur une foule
d'articles neufs!



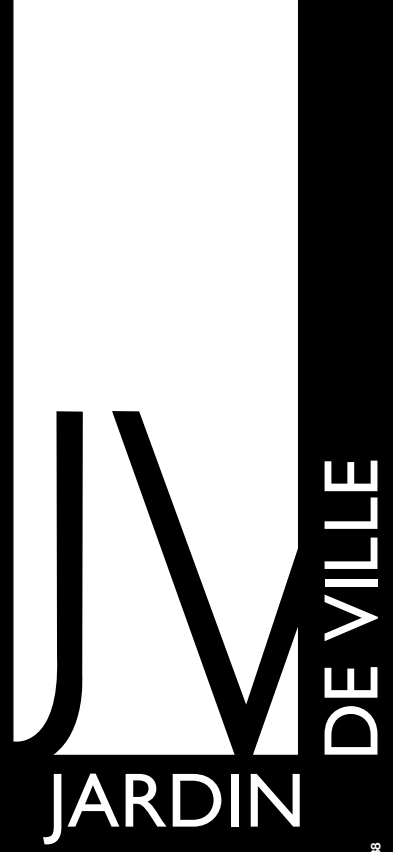
La sélection de produits et les rabais varient d'un magasin à l'autre. Offre valable jusqu'à épuisement des stocks. Renseignements dans les magasins RONA participants et sur rona.ca.



md/mc Marque déposée/de commerce d'AIR MILES International Trading B.V., employée en vertu d'une licence par Loyalty Management Group Canada Inc. et RONA inc.



Vous voulez. Vous pouvez.



SUITE DE LA UNE

Les leaders provinciaux plus divisés que jamais

PROVINCES
suite de la page A1

Enfin, ils n'ont pas réussi à faire consensus pour exiger une bonification de la péréquation ou encore un transfert de points d'impôt.

En début d'après-midi, le premier ministre Jean Charest ne comptait déjà plus sur un consensus concernant la nécessité de réformer la péréquation. Il a cherché une fois de plus à réduire les attentes, déjà bien basses.

La rencontre sera un « succès » à ses yeux si elle permet à tout le moins de réaffirmer « l'importance de la péréquation au Canada ».

« Les discussions ont été franches. Ça a permis de mettre cartes sur table », a affirmé Jean Charest.

« Il n'y a pas une solution qui est satisfaisante pour tout le monde. Les positions sont irréconciliables. Les intérêts de chacun sont divergents », a affirmé Danny Williams.

Le Québec, le Manitoba, le Nouveau-Brunswick, la Nouvelle-Écosse et l'Île-du-Prince-Édouard (avec l'appui des trois territoires) ont réclamé une nouvel-

le formule de péréquation qui comptabilise les revenus des 10 provinces.

Ces cinq bénéficiaires du programme fédéral souhaitent que la nouvelle formule continue de tenir compte de la totalité des revenus tirés de l'exploitation des ressources naturelles non renouvelables, comme le pétrole.

Le système actuel tient compte des revenus de cinq provinces seulement. Il exclut la riche Alberta et ses revenus pétroliers.

L'Alberta — trop riche pour recevoir de la péréquation — et la Saskatchewan se sont opposées à ce que les revenus des ressources naturelles non renouvelables soient compris dans le calcul, une position partagée par Stephen Harper.

« Il n'y aura pas d'entente à ce sujet », a laissé tomber un Jean Charest défaitiste dès le milieu de la journée.

Selon la délégation québécoise, l'Ontario a rejeté avec fermeté toute bonification de la péréquation, dont il ne touche pas un sou. Le premier ministre ontarien Dalton McGuinty s'est néanmoins dit prêt à discuter d'une hausse de la péréquation à la condition que ses homologues reconnaissent que sa province subit

PÉRÉQUATION 101

La péréquation est un programme fédéral inscrit dans la constitution canadienne. Elle vise à redistribuer la richesse entre les provinces afin qu'elles puissent offrir des services publics comparables. Les provinces qui ont des revenus inférieurs à la moyenne reçoivent de la péréquation. Le Québec touche cette année 5,5 milliards de dollars (725\$ par habitant) grâce à ce programme.

un « traitement inéquitable » en matière de transferts fédéraux pour la santé et l'éducation. Québec nie l'existence de cette injustice.

Les délégations ontarienne et québécoise se sont accusées mutuellement d'avoir fait échouer les négociations. Le premier ministre de la Colombie-Britannique, Gordon Campbell, estime quant à lui qu'une réforme de la péréquation ne figure pas parmi ses priorités. Il souhaite plutôt qu'Ottawa réduise ses taxes et ses impôts pour alléger le fardeau fiscal de l'ensemble des Canadiens.

Les négociations se poursuivaient en coulisses hier soir, mais les chances de dénouer l'impasse étaient à peu près nulles. Aujourd'hui, lors de la dernière journée de la rencontre, les discussions porteront sur d'autres sujets, dont l'énergie.

Partie de pêche à Anticosti

Le PQ somme Charest de rendre des comptes

MARTIN OUELLET
PRESSE CANADIENNE

QUÉBEC — Le premier ministre Jean Charest devra rendre des comptes pour sa décision d'organiser en catimini une partie de pêche aux frais des contribuables pour des personnalités politiques et leurs familles, a prévenu hier l'opposition péquiste.

« Pourquoi organiser une rencontre derrière des portes closes alors que ce sont les contribuables qui paient la facture pour les invités, les conjoints et les enfants ? Tout cela soulève bien des questions d'éthique », a commenté le député Stéphane Bergeron au cours d'un entretien avec la Presse Canadienne.

Le premier ministre Charest sera l'hôte ce week-end dans le décor enchanteur de l'île d'Anticosti d'une « rencontre informelle », à laquelle ont été conviés certains de ses homologues provinciaux de même que des gouverneurs d'États américains ainsi que l'ambassadeur des États-Unis au Canada, David Wilkins.

Attendus dès aujourd'hui, les convives et leurs familles participeront notamment à une partie de pêche sur le territoire de la pourvoirie Cerf-Sau, dont l'actionnaire principal, selon le Parti québécois (PQ), est le riche homme d'affaires Marcel Dutil.

Assumé par les contribuables, le coût du séjour devrait tourner autour d'une quinzaine de milliers de dollars, a indiqué mercredi au quotidien *La Presse* Hugo d'Amours, l'attaché de presse du premier ministre Charest.

Le forfait comprend l'hébergement, les repas et les activités récréatives.

La rencontre a été tenue secrète par l'entourage du premier ministre jusqu'à ce qu'une fuite lève le voile sur l'initiative.

Le PQ n'est pas opposé à ce que le premier ministre entretienne des relations cordiales avec ses voisins, a pris soin de préciser M. Bergeron. Néanmoins, la volonté du gouvernement de garder la rencontre secrète a rendu le député suspicieux.

« À partir de l'instant où les contribuables paient la note, il faut faire montre de la plus grande transparence. M. Charest doit maintenant lever le doute. Quel est l'objectif de la rencontre ? Quels sont les sujets qu'il entend aborder ? Va-t-il discuter du dossier du bois d'oeuvre ? » a lancé le député de Verchères.

M. Bergeron s'interroge également sur la décision du gouvernement de faire appel aux services d'une entreprise privée, alors que la Société des établissements de plein air du Québec (SEPAQ), un organisme public, administre de nombreux sites récréatifs.

« Pourquoi aller chez M. Dutil et faire assumer les coûts de toute la ribambelle par les contribuables ? » se demande le député.

PLACE À L'AUTOMNE...

200 000 000 \$ DE MARCHANDISES À LIQUIDER!

RABAIS

ADDITIONNEL DE 30 %

TOUS LES ARTICLES À PRIX DÉJÀ RÉDUIT
(JUSQU'À 60 % DE RABAIS AU TOTAL)

MODE POUR TOUS, SOUS-VÊTEMENTS
POUR LUI, DESSOUS POUR ELLE,
ACCESSOIRES POUR ELLE, SACS
À MAIN ET CHAUSSURES POUR ELLE

PLUS DES ARTICLES SAISONNIERS,
DES MEUBLES ET DE LA DÉCO EN SOLDE!

JUSQU'À
50 %
de rabais
Appareils électroniques et tout ceci à prix de liquidation : articles ménagers, linge de maison et meubles de jardin

50 %
de rabais
Tous les meubles de chambre à coucher et de salle à manger sans suite

80 %
de rabais
Duos-sommeil : modèles de rayon sans suite

RABAIS
ADDITIONNEL DE
20 %
Meubles de séjour à prix déjà réduit

RABAIS
ADDITIONNEL DE
15 %
Gros électros à prix déjà réduit

RABAIS
ADDITIONNEL DE
50 %
Bijoux mode et montres à prix de liquidation
Sur nos derniers prix étiquetés.

PLUS
10 % de rabais
additionnel*

sur les prix de solde et de liquidation
et 10 % de rabais* sur les prix ordinaires
en réglant avec votre carte de crédit Hbc
les vendredi 28 et samedi 29 juillet

Exceptions ci-dessous.

*Exceptions à l'offre de 10 % : cosmétiques, produits parfumés, montres Gucci, boutique Bleu Jean, appareils électroniques, musique, films, jeux vidéo, logiciels, ordinateurs, gros électros, meubles, duos-sommeil, barbecues, articles « Nouvellement réduit » et ceux des rayons concédés. D'autres exceptions s'appliquent. Précisions en magasin.

Le choix varie selon le magasin. Les rabais sont sur nos prix ordinaires, sauf avis contraire. Exceptions : articles « Bon prix la Baie tous les jours », « Nouvellement réduit », « Achat-choc », « Offre spéciale de la direction », Salviati, Vera Wang, ceux de la Fondation Hbc et des rayons concédés et collection olympique. Aucuns bons d'achat différé ni articles de substitution ne sont offerts. Précisions en magasin.

la Baie

exemple
voici le principe
prix original 100 \$
prix déjà réduit 60 \$
rabais additionnel de 30 % - 18 \$
ne payez que **42 \$**

Plus de 1,5 million en inventaire

L'ENTREPOT
au vent fou
NAUTISME EXTREME
QUALITÉ ET CHOIX SUPÉRIEUR

- Wakeboard JUSQU'À 60% DE RABAIS
- Plus de 200 ensembles
- Skis nautiques
- Combos à partir de 149 \$
- Wet Suits • Tubes
- Planches à voile • Kayak

514-640-3001 3839 St-Jean Baptiste, Montréal
www.auventfou.com 1-800-336-2126

VENTE DE PIANOS
à l'ÉCOLE DE MUSIQUE
VINCENT-D'INDY

+ 100 PIANOS
NEUFS ET USAGÉS

RENOUVELLEMENT
D'INVENTAIRE
DE L'ÉCOLE DE MUSIQUE

Du 10 au 13 août 2006
Sur rendez-vous seulement : (514) 276-3333
Collaboration Kawai Canada Musique et le Centre musical Italmelodie

LOTTO QUÉBEC

Résultats des tirages du :
2006-07-27

Joker Lettre gagnante **J** **Astro**
12 17 33 34 43 Jour - Mois - Année - Signe
05 MAI 64 SAGITTAIRE

Extra 4548731
500 000 \$*
*décomposable dans les deux sens

Résultats des tirages du : 2006-07-26

LOTTO 649	03 07 15	32 compl.	Quésacs	02 11 15	24 compl.
GAGNANTS	03 07 15	32 compl.	GAGNANTS	02 11 15	24 compl.
6/6	0	3 498 546,00 \$	6/6	0	1 000 000,00 \$
5/6+	2	124 948,00 \$	5/6+	1	50 000,00 \$
5/6	136	1 517,90 \$	5/6	16	500,00 \$
4/6	7 300	53,60 \$	4/6	891	50,00 \$
3/6	125 109	10,00 \$	3/6	15 999	5,00 \$
2/6+	76 570	5,00 \$	Ventes totales :	442 480,00 \$	
Ventes totales :	12 723 318 \$		Prochain gros lot (approx.) :	8 000 000 \$	

Extra 7888154 500 000 \$*
*décomposable dans les deux sens

NOUVEAU!
GROS LOT DE 500 000 \$

En cas de départ entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.

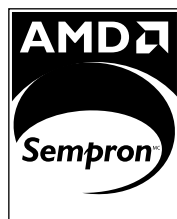
ÉPARGNEZ JUSQU'À 300\$



SUR TOUS LES ORDINATEURS PORTATIFS ET ORDINATEURS DE BUREAU EN LIQUIDATION

BestBuy.ca

Jusqu'à épuisement des stocks. Aucun bon d'achat différé.



emachines

Ordinateur avec processeur Sempron^{MC} 3100+ d'AMD avec moniteur TRC à écran plat de 17 po

- Mémoire de 512 Mo • Disque dur de 100 Go
- Graveur CD/lecteur DVD
- Six ports USB 2.0

3120 N° WEB : 10073280/10073278 AH-777 N° WEB : 10063549

Épargnez 199\$

349⁹⁹

L'ens. Après économies



Gateway

Microsoft **Windows^{XP}**
Edition Media Center

Ordinateur avec processeur Pentium^{MD} D 820 d'Intel^{MD} offrant la technologie ViiV^{MC} d'Intel^{MD} avec moniteur à écran ACL plat de 17 po

- Mémoire de 1 Go et disque dur de 250 Go
- Graveur DVD et graveur CD double couche
- Windows XP Edition Media Center
- Lecteur de cartes 9-en-1 • Sept ports USB 2.0 et trois ports FireWire

GT5064 N° WEB : 10073215/10073210 782XC N° WEB : 10058007

Épargnez 219\$

799⁹⁹

L'ens. Après économies

De plus, recevez gratuitement un appareil photo numérique de HP à l'achat d'un ordinateur portable en liquidation

(valeur de 139,99\$) N° WEB : 10073138



LIQUIDATION FINALE

Épargnez 200\$

799⁹⁹

Après économies

COMPAQ

Ordinateur portable Presario de Compaq avec processeur Turion^{MC} 64 d'AMD et technologie Mobile ML-32

- Graveur DVD et graveur CD double couche • Mémoire de 1 Go et disque dur de 80 Go • Graveur DVD et graveur CD double couche • Carte graphique de 128 Mo Radeon^{MD} Xpress 200M d'ATI • Réseau local sans fil 802.11g
- Cadencé à 1,8 GHz V5115 N° WEB : 10073927/10073926



LIQUIDATION FINALE

Épargnez 300\$

899⁹⁹

Après économies

TOSHIBA

Ordinateur portable avec processeur Centrino Duo^{MC} T2300 d'Intel^{MD}

- Mémoire de 1024 Mo et disque dur de 100 Go
- Graveur DVD et graveur CD double couche
- Autonomie de la batterie pouvant aller jusqu'à 3 heures
- Lecteur Express Media de Toshiba • Cadencé à 1,66 GHz M100-IG2 N° WEB : 10070850/10070851



LIQUIDATION FINALE

Épargnez 300\$

1299⁹⁹

Après économies

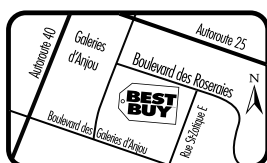


Microsoft **Windows^{XP}**
Edition Media Center

Ordinateur portable Pavilion de HP doté d'un processeur Turion^{MC} 64 ML-37 d'AMD

- Mémoire de 2 Go et disque dur de 120 Go • Graveur DVD et graveur CD double couche • Carte graphique de 128 Mo RADEON XPRESS 200M d'ATI
- Microsoft^{MD} Windows^{MD} XP Edition Media Center • Cadencé à 2,0 GHz DV5140 N° WEB : 10073292/10073293

SANS COMMISSION • SANS PRESSION



ANJOU
près des Galeries d'Anjou (514) 787-2000



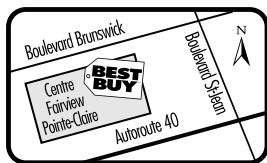
LASALLE
Carrefour Angrignon (514) 368-6570



LAVAL
Centre Laval (450) 781-2030



MARCHÉ CENTRAL
Marché Central (514) 905-4269



POINTE-CLAIRE
Centre Fairview Pointe-Claire (514) 782-2400



ST-BRUNO
Les Promenades St-Bruno (450) 461-1557



TASCHEREAU
1000, rue Auguste (450) 766-2300



GATINEAU
Les Galeries Gatineau (819) 966-2222

* Les prix et les paiements sont soumis aux taxes applicables avant les rabais et les crédits de programmation. Une remise postale par ménage. Les références aux économies et aux prix de solde sont faites en fonction des prix réguliers Best Buy Canada.

HEURES D'OUVERTURE
Lundi au vendredi: 10 h – 21 h
Samedi: 9 h – 17 h
Dimanche: 10 h – 17 h
(Gatineau: 11 h – 17 h)

GARANTIE DE PRIX: *15, dans un délai de 30 jours (14 jours pour les ordinateurs, les moniteurs, les ordinateurs portatifs, les imprimantes, les caméscopes, les appareils photo numériques, lecteurs de DVD portatifs et les climatiseurs) à partir de la date de votre achat Best Buy vous découvrez un produit de la même marque et du même modèle disponible à un prix inférieur (y compris les prix annoncés sur Internet) qui est offert par un détaillant local, nous offrons un prix équivalent à ce prix et nous le battons en vous donnant 10 % sur la différence. Il vous suffit d'apporter la preuve du prix moins élevé et votre reçu original de Best Buy pour réclamer votre remboursement. Les prix annoncés doivent être en dollars canadiens. Les prix sont valables dans les magasins Best Buy au Canada. Certains produits annoncés dans cette publicité peuvent différer légèrement de l'illustration. Les avis de correction relatifs aux erreurs dans cette annonce seront affichés dans nos magasins. Les modèles peuvent changer sans préavis. INFORMATION IMPORTANTE SUR LE FINANCEMENT: **Sous réserve d'approbation du crédit pour les achats effectués avec la carte de crédit Best Buy. Des frais de activation annuels de 25 \$ s'appliquent. Les offres de financement prolongé ne s'appliquent pas aux achats effectués à BestBuyCanada.ca, BestBuy.com ou dans les magasins Best Buy aux É.-U. Un achat d'un moins 99 \$ est assujé au débiteur de carte pour qu'il bénéficie de toutes les offres de financement à aucun intérêt sur des périodes pouvant aller jusqu'à 35 mois. Les versements mensuels doivent être faits avant la date d'échéance tous les mois. La date d'échéance mensuelle dépend des cycles de facturation. Les taxes sont payables au moment de l'achat. Nous encourageons à l'emprunt à condition que: (1) les mensualités minimales (5 \$) (en \$) soient versées avant la fin de la période de l'offre promotionnelle sans intérêt; (2) le solde soit payé avant la fin de la période promotionnelle sans intérêt. Dans le cas où les conditions précitées ne sont pas respectées, l'intérêt devient exigible et il est alors calculé au taux de 28,8 % par année sur les sommes en souffrance (à l'exception de notre offre de financement de 3 mois). Pour notre offre de financement de 3 mois, si les versements mensuels minimums ne sont pas versés, les intérêts courus sont calculés au taux de 28,8 % par année à partir de la date d'achat. Les versements mensuels minimums sont de 10 \$ ou de 3 % du montant financé, selon la plus élevée de ces sommes. Pour nos offres « versements égaux, aucun intérêt », une mensualité égale sera facturée à votre compte jusqu'à la fin de la période de l'offre promotionnelle sans intérêt et le paiement intégral devra être versé au plus tard à la date d'échéance mensuelle. Pour notre option « versements égaux, aucun intérêt » de 36 mois, un achat minimum de 999 \$ est requis. Les versements mensuels minimums correspondent à 1/36e (2,777 %) du montant qui est financé arondi au cent supérieur le plus près. Pour notre option « versements égaux, aucun intérêt » de 48 mois, un achat de 2 999 \$ est requis. Les versements mensuels minimums correspondent à 1/48e (2,083 %) du montant financé arondi au cent supérieur le plus près. Les versements mensuels minimums sur les achats ordinaires qui ne sont pas faits à l'intérieur de l'une de nos offres de financement ou les montants en souffrance avant tout à des achats faits à l'intérieur d'offres de financement sont de 10 \$ ou de 3 % du solde impayé, selon la plus élevée de ces sommes. POLITIQUE D'EXACTITUDE DES PRIX: Si le prix enregistré à la caisse est plus élevé que le prix annoncé, le plus bas prix prévaut. Si cette erreur porte sur un article dont le prix annoncé est de 10 \$ ou moins, nous remercions au client l'article gratuitement. Pour un article de plus de 10 \$, nous consentons un rabais de 10 \$ sur le prix corrigé de l'article. Certaines conditions s'appliquent, voir les détails en magasin. POLITIQUE PUBLICITAIRE: Les frais d'affranchissement appropriés doivent être payés sur les remises postales. Les remises postales payables en dollars américains sont sujettes aux fluctuations dans la valeur des devises et peuvent faire l'objet de frais de traitement par les banques canadiennes. Best Buy n'est pas responsable des remises postales des fabricants. La disponibilité des produits varie en fonction des magasins. Best Buy s'engage à poursuivre une politique d'exactitude des prix. Best Buy se réserve le droit de changer les erreurs. Tous les retours, les échanges et les ajustements de prix doivent être faits dans le pays de l'achat ou le lieu d'origine. Tous droits réservés. Le présent document ne peut être reproduit en tout ou en partie, sans l'autorisation écrite de Best Buy. Une offre par client. Ne pas valider avec une autre offre promotionnelle ou des achats antérieurs. Aucun détail. BONS D'ACHAT DIFFÉRÉS ET RESTRICTIONS: À moins d'avis contraire, les bons d'achat différés sont disponibles pour les achats annoncés. Nous nous réservons le droit de limiter les quantités. LE TAUX DE CHANGE DES DEVISES AMÉRICAINES à la date d'impression de ce document est de 1,10 \$ CA. Le taux peut changer sans préavis.

Exemples de soldes quotidiens moyens	250 ⁰	500 ⁰	750 ⁰	1 000 ⁰
Frais de crédit pour une période de 30 jours	5,92 ⁰	11,84 ⁰	17,75 ⁰	23,67 ⁰
Frais de crédit avec l'assurance CardCare pour 30 jours	8,39 ⁰	16,79 ⁰	25,18 ⁰	33,57 ⁰

Les prix et les promotions sont en vigueur du 28 juillet au 3 août 2006 dans les magasins Best Buy du Canada.

© 2006, Best Buy Canada Ltée. Tous droits réservés.

MONDE

Les nouvelles internationales
en continu sur cyberpresse.ca/monde

LE TOUR DU GLOBE

ÉTATS-UNIS

Tueur en série présumé

Près de la moitié des 54 femmes dont les autorités de Los Angeles craignaient qu'elles aient été victimes d'un tueur en série sont vivantes, mais l'une d'entre elles pourrait avoir été retrouvée décapitée il y a 28 ans, a-t-on appris hier auprès de la police. Celle-ci avait publié mardi un avis de recherche sur ces femmes dont les photos avaient été trouvées au domicile d'un homme condamné à mort en 1988 pour un double meurtre quatre ans plus tôt. Elle craignait que ces femmes aient été tuées entre 1977 et 1984 par Bill Bradford, 60 ans, aujourd'hui dans le couloir de la mort à San Quentin. AFP

GAZA

Quatre Palestiniens tués

Trois Palestiniens ont été tués hier par des tirs d'obus israéliens dans la bande de Gaza, au lendemain de l'une des journées les plus sanglantes de l'offensive lancée il y a un mois. Deux des victimes, Aid Koulab, 16 ans, et Youssef Chouaib, 23 ans, ont été tués dans le quartier de Choujaïya, dans l'est de la ville de Gaza, où l'armée mène une incursion pour retrouver un soldat enlevé le 25 juin, et mettre fin aux tirs de roquettes. Un autre Palestinien a été tué près de Jérusalem par des gardes-frontières israéliens après qu'il eut ouvert le feu contre eux, selon la police israélienne. Plus de 3000 Palestiniens ont manifesté à Tulkarem, en Cisjordanie, pour dénoncer les offensives israéliennes au Liban et dans la bande de Gaza. AFP

ÉTATS-UNIS

Autre tueur en série?

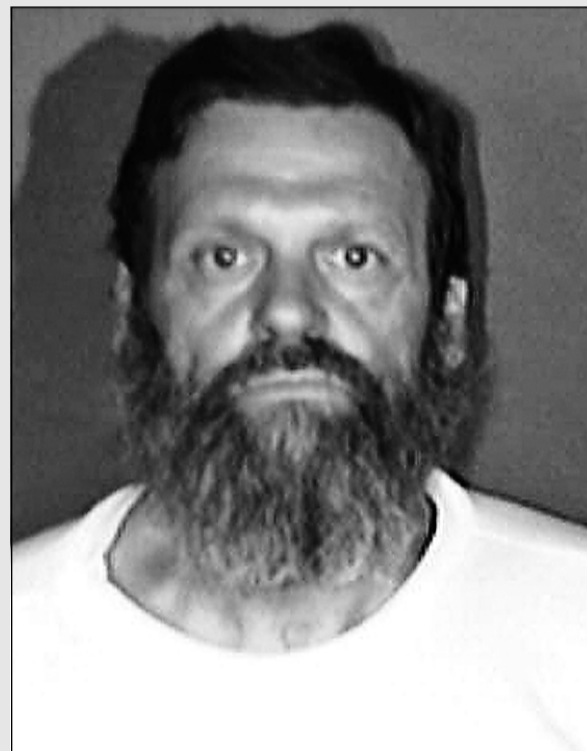


PHOTO REUTERS

Robert Charles Browne

Robert Charles Browne, en prison à vie pour meurtre, affirme avoir tué 48 personnes entre 1970 et 1995 aux États-Unis et en Corée du Sud, ce qui ferait de lui l'un des pires tueurs en série de son pays, a révélé hier la police du Colorado. Browne, 53 ans, a plaidé coupable hier d'un deuxième meurtre, celui d'une adolescente en 1987, et affirmé qu'il avait tué 48 personnes. En Corée du Sud, il était stationné comme soldat. AFP

HAÏTI

Yvon Neptune libéré

L'ancien premier ministre Yvon Neptune, détenu depuis juin 2004 pour son implication présumée dans un massacre d'opposants à l'ex-président Jean-Bertrand Aristide, a été libéré hier. Âgé d'une soixantaine d'années, Neptune avait fait plusieurs grèves de la faim pour protester contre sa détention et exiger sa remise en liberté. Plusieurs ex-responsables et proches de l'ancien régime sont toujours détenus sans procès. AFP

SOMALIE

Démissions en masse

Dix-huit ministres et secrétaires d'État du fragile «gouvernement de transition» somalien ont démissionné hier pour dénoncer la politique du premier ministre Ali Mohamed Gedi, notamment au sujet du soutien militaire éthiopien. Ces démissions sont intervenues alors que le Parlement de transition devait examiner une motion protestant contre la présence de troupes éthiopiennes en Somalie et contre la politique pro-éthiopienne de Gedi. AFP

ÉTATS-UNIS

Des F16 au Pakistan?

Les États-Unis doivent interdire la vente au Pakistan d'avions de guerre F16 tant que ce pays n'aura pas renoncé à construire un puissant réacteur nucléaire, affirme le représentant démocrate Ed Markey, qui a présenté hier un projet de loi en ce sens. Adversaire d'une course aux armements nucléaires en Asie du Sud, Markey s'est opposé hier à l'accord de coopération nucléaire conclu entre le président George W. Bush et le premier ministre indien Manmohan Singh. AFP



PHOTO JIM YOUNG, REUTERS

Le président des États-Unis, George W. Bush, répondait aux questions, hier, dans le bureau Ovale de la Maison-Blanche.

Bush contourne-t-il les lois votées par le Congrès?

Un sénateur républicain conteste l'utilisation que fait le président des « notes de signature » annexées aux lois

JOONEED KHAN

Le sénateur républicain Arlen Specter vient de lancer un véritable défi à l'administration Bush en soumettant un projet de loi qui vise à limiter et encadrer une pratique de la Maison-Blanche qui consiste à signer des lois tout en se donnant le droit de les contourner.

Le débat, qui prend l'allure d'une controverse à trois mois des législatives de mi-mandat aux États-Unis, tourne autour des *Signing Statements* (« notes de signature »), des notes juridiques que le

le Congrès a une chance de renverser son veto. Toute action de sa part pour éviscérer les lois est une usurpation de l'autorité législative et une menace à l'équilibre des pouvoirs enchâssé dans la Constitution », a poursuivi Specter.

Les opinions recueillies au Capitole indiquent que le projet de loi peut faire le plein des voix démocrates, mais que la majorité républicaine ne lui est guère acquise. « Les notes de signature sont constitutionnelles », affirme Bill Frist, chef de la majorité au Sénat. Son collègue Trent Lott estime que Bush a émis « trop de notes de signature », mais dit

dérogé aux lois plus de fois que tous ses prédécesseurs réunis.

Il a utilisé son veto une seule fois, tout récemment, lorsqu'il a bloqué une loi autorisant le financement de la recherche sur les cellules souches embryonnaires.

« Il n'est pas le premier président à déroger aux lois. Mais il a poussé cette pratique à un niveau dangereusement élevé. Cela a un impact sur la séparation des pouvoirs. Si elle n'est pas freinée, cela endommagera notre système et notre Constitution », a déclaré Neal Sonnet, un ancien procureur fédéral qui présidait l'enquête de l'ABA.

Loi sur la torture

La loi la plus citée est l'amendement McCain, qui interdit à tout fonctionnaire de torturer un détenu. En signant cette loi en décembre, Bush s'est réservé le droit d'autoriser la torture « si elle peut faire avancer la lutte contre le terrorisme ».

D'autres lois touchant à l'utilisation de renseignements confidentiels et au droit du Congrès d'être informé de la collecte de renseignements ont subi le même sort.

La Loi sur l'autorisation du renseignement de 2002 prévoit en effet des rapports réguliers au Congrès; la note de signature précise cependant qu'en vertu de ses droits constitutionnels, Bush peut retenir des informations « au nom de la sécurité nationale ».

« Nous sommes à un tournant de notre histoire, où les Américains ont un président qui veut accaparer des pouvoirs incontrôlés », a dit le sénateur démocrate Patrick Leahy.

Avec boston.com, mercurynews.com, Washington Post, CNN et BBC

« Le président ne peut pas utiliser ces notes de signature pour contourner les lois, invalider les dispositions qu'il n'aime pas ou réécrire les statuts comme bon lui semble », a dit Arlen Specter, le sénateur républicain qui préside l'influente Commission judiciaire du Sénat.

chef de l'organe exécutif annexe aux lois votées par le Congrès lorsqu'il les signe.

Selon le projet de loi, les tribunaux pourront dorénavant ignorer les notes de signature en évaluant une loi, et les deux Chambres du Congrès pourront contester toute note de signature en justice.

« La Constitution est claire : le président ne peut pas utiliser ces notes de signature pour contourner les lois, invalider les dispositions qu'il n'aime pas ou réécrire les statuts comme bon lui semble », a dit le sénateur de Pennsylvanie, qui préside l'influente Commission judiciaire du Sénat.

« Le président a le choix : ou il signe la loi ou il y met son veto, auquel cas

s'opposer à un défi judiciaire « à ce stade ».

L'administration, par la voix de ses conseillers juridiques et du secrétariat à la Justice, maintient que les notes de signature sont constitutionnelles et conformes à une tradition qui remonte au début de la République. Elle ajoute que ces notes visent à guider les tribunaux et éclairer le public, surtout quand les lois sont ambiguës.

Une équipe de chercheurs réunie par l'Association du Barreau états-unien (ABA), à la demande du sénateur Specter, en est venue à la conclusion opposée. Selon ces experts, en cinq ans et demi de présidence, George W. Bush a

Un hélicoptère s'écrase en Afghanistan : 16 morts

D'APRÈS AFP ET AP

KABOUL—Un hélicoptère civil affrété pour le transport de « matériels » s'est écrasé hier dans l'est de l'Afghanistan, tuant les 16 occupants à bord, dont deux militaires néerlandais.

« C'est un accident, dû à de mauvaises conditions météorologiques, dans une région montagneuse », a déclaré à La Haye le général Ruud de Pruyssenaere de la Woestijne, du ministère de la Défense néerlandais.

Selon lui, « il n'y a, pour l'instant, pas d'indications que le crash est une conséquence de tirs ennemis ».

« Il y avait 16 personnes à bord, de diverses nationalités. Il n'y a pas de survivant », a déclaré le colonel Tom Collins, porte-parole de la coa-

lition étrangère, à Kaboul. Douze des corps ont déjà pu être récupérés, a-t-il précisé.

L'hélicoptère, un appareil de fabrication russe de type MI-8, était exploité par une firme spécialisée dans le transport de matériels et de fioul entre Kaboul et Khost, a indiqué la coalition dans un communiqué.

Parmi les passagers se trouvaient un lieutenant-colonel et un sergent néerlandais chargés d'observer les systèmes de sécurité d'un camp militaire, a indiqué à La Haye le ministère néerlandais de la Défense.

Deux soldats pakistanais sont morts et trois autres ont été blessés entre-temps dans une explosion qui a touché leur convoi au Nord-Waziristan, région tribale du Pakistan voisine de l'Afgha-

nistan, a-t-on appris de source officielle à Islamabad.

L'attaque a eu lieu alors qu'un cessez-le-feu entre les rebelles pro-talibans et l'armée pakistanaise est en vigueur depuis fin juin, dans le cadre des efforts du gouvernement pour pacifier cette région.

Retour des talibans

L'émissaire de l'ONU en Afghanistan, Tom Koenigs, a mis en garde la veille contre la résurgence de « combattants étrangers », qui représente une sérieuse menace dans la lutte contre les talibans.

Le Conseil de sécurité de l'ONU a exprimé elle aussi sa préoccupation face au regain d'activité des talibans et appelé à un soutien militaire et politique plus important au gouvernement afghan.

André Desmarais > Président du conseil d'administration
 Guy Crevier > Président et éditeur
 Philippe Cantin > Vice-président à l'information et éditeur adjoint
 Éric Trottier > Directeur de l'information André Pratte > Éditorialiste en chef

LA PRESSE

FORUM

ÉDITORIAL

Bienvenue aux OG



ARIANE KROL

Le mois dernier, 10 Camerounais ont été libérés après avoir passé un an en prison parce qu'ils étaient homosexuels. Il y a à peine un an, deux jeunes de 16 et 18 ans ont été pendus sur une place publique en Iran pour le même motif.

Comme l'a rappelé la haut-commissaire des Nations unies aux droits de l'homme, Louise Arbour, plus de 80 pays membres de l'ONU criminalisent encore les pratiques homosexuelles.

Montréal peut donc être fier de son ouverture envers ceux qui s'identifient désormais comme GLBT (gais, lesbiennes, bisexuels et transgenres). C'est d'ailleurs ce qui en fait un hôte tout naturel pour les premiers Outgames, qui débiteront officiellement demain soir.

(Les Montréalais, qui sont aussi très fiers de leur différence, auraient bien aimé pouvoir appeler ces jeux par un nom français. Comme les organisateurs n'en ont pas proposé, nous les appellerons simplement OG.)

Le succès de l'événement a toutefois suscité beaucoup de questions au cours des derniers jours. Le nombre de visiteurs et les retombées économiques seront-ils à la hauteur des prévisions? Ce sont tout de même quatre millions de dollars de fonds publics, le quart du budget, qui ont été investis dans l'aventure...

La cérémonie d'ouverture n'attirant pas les foules prévues, les billets ont été soldés. Cette décision, un aveu gênant pour les organisateurs, n'était peut-être pas la plus facile à prendre, mais c'était la bonne: à moitié vide, ce stade est l'endroit le plus lugubre en ville.

Il faut aussi s'attendre à ce qu'il y ait des gradins vides durant les compétitions. Les Mondiaux de na-

tation, qui étaient d'un calibre autrement plus relevé, ont à peine vendu les deux tiers des billets prévus.

Tout cela serait assez inquiétant si Montréal prévoyait répéter l'expérience chaque année, comme le Festival de jazz. Ce n'est pas le cas puisque Copenhague prendra le relais en 2009.

On sait déjà que l'événement fera ses frais — c'est déjà mieux que la FINA. Reste à voir s'il sera populaire. Cela dit, du strict point de vue économique, c'est-à-dire touristique, ces OG semblent plutôt une bonne affaire. Même avec un public moindre que prévu, les Jeux gais de Chicago ont donné à la ville une aura de tolérance qu'elle aurait difficilement pu acquérir autrement. Montréal a déjà une réputation bien établie, mais le marché LGBT est de plus en plus courtisé. La visibilité internationale que lui procureront les OG n'est donc pas à dédaigner.

Contrairement à ce que son nom indique, le volet le plus intéressant de ces jeux n'est pas sportif ou culturel, mais socio-politique. La conférence internationale sur les droits de la personne qui se termine demain au Palais des congrès est l'un des plus importants événements du genre jamais organisé. Les caméras s'intéresseront probablement davantage au spectacle de Mascarade sur glace qu'à ces austères débats sur le droit international, mais c'est bel et bien là que les OG ont le plus de chances de faire avancer leur cause.

Il suffit d'écouter le remarquable conférencier qu'est devenu Mark Tewksbury, et de mesurer le travail que l'ex-nageur olympique a accompli depuis qu'il a fait sa sortie, pour comprendre à quel point la discrimination basée sur l'orientation sexuelle est contre-productive. Notre société est la preuve vivante qu'il y a tout à gagner, et rien à perdre, à mettre tous les citoyens sur un pied d'égalité. Si les OG permettent à Montréal de relayer ce message, ils auront contribué de façon vraiment positive à sa visibilité.

LA BOÎTE AUX LETTRES

Comme Québec 1984?

Du point de vue de la communication, les Outgames ont manqué le bateau. À cet égard en effet, les Outgames nous rappellent Québec 1984 : des prévisions de participation sans fondement (l'histoire des réservations d'hôtels nous rappelle l'intention du chef de police de Québec d'ouvrir des stationnements à Drummondville pour contenir les foules!), un événement que personne n'arrive tout simplement pas à définir... simplement, une programmation multiforme et complètement éclatée, des invitations sur plusieurs emplacements, etc.

Les Outgames sont comme des jeux olympiques mais pas tout à fait, des fêtes de la communauté gaie mais aussi pour les autres, des échanges sérieux avec des invités de marque mais pas une conférence internationale, des spectacles avec des artistes qui valent le déplacement mais qui servent aussi de cérémonies d'ouverture et de fermeture des jeux, le tout dans une programmation d'activités festives qui caractérise les étés de Montréal depuis 25 ans.

Le public comprendra-t-il l'événement? Répondra-t-il à l'invitation pour faire de cette manifestation unique un succès de foule et de guichet? Nous connaîtrons la réponse dans quelques heures. Souhaitons ardemment que nos intuitions ne soient pas fondées. Ce serait dommage pour l'image de Montréal.

Gilles Trudeau, communicateur
 Yolande Tremblay, productrice d'événements

Les jeux de la solidarité

Montréal accueille les premiers Outgames mondiaux. Un aperçu rapide de ces jeux pourrait nous laisser croire qu'ils sont réservés uniquement aux personnes lesbiennes, gaies, bisexuelles et transgenres (LGBT). Ce qui aurait le malencontreux effet de renforcer la perception de ghettoïsation souvent associée aux personnes LGBT. Mais est-ce bien le cas?

Cette préconception est fortement ébranlée lorsque nous examinons plus attentivement la philosophie sous-jacente qui s'appuie sur « les principes de la Participation et de la célébration, du Respect et de l'équité, de l'Innovation, la Diversité et l'Égalité (PRIDE), les jeux sont ouverts à tous, sans égard quant à l'orientation sexuelle, l'âge, le sexe, l'origine ethnique, la race, la religion, l'adhésion politique, la nationalité, les aptitudes sportives et artistiques, l'état de santé ou le statut sérologique. » (Citation tirée du site officiel)

Les Outgames s'inscrivent en fait par rapport à la culture patriarcale, hiérarchique et néolibérale conditionnant l'ensemble des sociétés occidentales. Ils privilégient l'inclusion de toutes et tous à plusieurs niveaux tant sur le plan sportif que culturel.

À la différence des Jeux olympiques, qui peuvent être perçus comme une « célébration » (qu'on pourrait même qualifier de « religieuse ») des valeurs de compétitivité et de performance caractéristiques du néolibéralisme, les Outgames s'axent surtout sur la solidarité et sur la diversité humaine. Ils offrent la possibilité de sensibiliser la majorité de la population aux difficultés rencontrées par les personnes LGBT qui luttent toujours pour le respect de la dignité non seulement pour elles-mêmes, mais également pour l'ensemble des êtres humains.

Patrice Perreault

DANS LES ARCHIVES DE CHAPLEAU

2000

SI PRÈS, SI LOIN



serge.chapleau@lapresse.ca

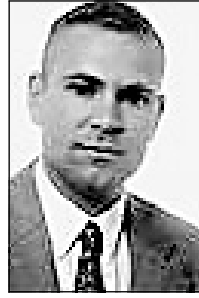
DROITS RÉSERVÉS

OPINION

Quelle force? Quel mandat?

L'idée de déployer une force internationale au Liban du Sud soulève des questions nombreuses et complexes

STÉPHANE PFISTER



Membre du Réseau francophone de recherche sur les opérations de paix de l'Université de Montréal, l'auteur a servi en 2001-2002 comme officier humanitaire de la FINUL.

Il est présentement chercheur à l'Institut européen de l'Université de Genève.

Une intervention militaire au Sud-Liban est au coeur de l'ordre du jour diplomatique. Pourtant, une telle intervention pose de nombreux défis à la communauté internationale. Le décès mardi de quatre observateurs de l'ONU nous le rappelle cruellement: projeter des soldats de la paix dans une zone de conflit est toujours risqué et coûteux en vies humaines.

En espérant que le conflit ne s'étende pas à tout le Proche-Orient, il faut tout d'abord distinguer deux scénarios. Le premier — le moins probable — suppose un cessez-le-feu rapide. On pourrait décider ensuite de renforcer la Force intermédiaire des Nations unies au Liban (FINUL), mais en restant dans le schéma classique d'une mission de Casques bleus. Cette solution est rejetée par Israël, qui n'a cessé de reprocher à l'ONU sa passivité. Le second scénario prend en revanche acte de la volonté israélienne (et américaine) de neutraliser au préalable le Hezbollah avec, si besoin, une occupation temporaire du Sud-Liban. Cela laisserait le temps à la communauté internationale de prévoir un plan d'ensemble pour la sortie de crise tout en accordant aux états-majors des délais pour monter ex nihilo et par étapes une opération à haut risque.

De nombreuses questions se posent néanmoins. Ni les Européens, ni les États-Unis, ni enfin Israël ne sont favorables à une force placée sous commandement onusien direct. On s'achemine alors vers une force dont le mandat serait « délégué » par

l'ONU grâce à une résolution du Conseil de sécurité. Cette force serait constituée sur une base ad hoc ou confiée à une organisation internationale. Le recours à une force arabe semble exclu. Restent l'OTAN et l'Union européenne. Mais, dans ce cas, quel serait l'avenir des soldats et des observateurs militaires de l'ONU déjà présents? S'agirait-il en outre d'une force de paix ou d'une force de stabilisation pouvant éventuellement se passer du consentement de tous les belligérants? Un mandat robuste va de soi.

De toute évidence, la force ne recevra pas la mission d'imposer la paix. Cela supposerait d'appliquer une forte pression sur les deux parties pour les contraindre à arrêter les hostilités. Le poids militaire, la singularité d'Israël et le soutien américain à Tel-Aviv empêchent d'envisager toute action de ce type. La force aura-t-elle alors une mission traditionnelle d'interposition

Ni les Européens, ni les États-Unis, ni enfin Israël ne sont favorables à une force placée sous commandement onusien direct.

afin de garantir un cessez-le-feu (zone tampon avec une possible zone démilitarisée)? Le dispositif choisi sur le plan tactique serait-il d'ailleurs un dispositif d'interposition simple ou double? Dit autrement, serait-il tourné essentiellement vers la partie libanaise ou serait-il déployé symétriquement pour dissuader tant le Hezbollah que Tsahal? Une interposition double est peu plausible et on notera que le déploiement de la force se fera vraisemblablement sur le seul territoire libanais.

La mission confiée pourrait donc être, de facto, une mission d'interdiction visant à empêcher le Hezbollah de se réinstaller au sud. La force internationale risquerait alors d'être accusée de jouer le rôle de « garde-frontière » de l'État hébreu. À défaut de désarmer le Hezbollah, la force pourrait en outre faciliter le désarmement de la milice

chiite par les autorités libanaises. Cependant, comment empêcher le Hezbollah de reconstituer son arsenal à Beyrouth et dans la plaine de la Bekaa? Se pose ainsi la question de la limite géographique du déploiement: faudra-t-il contrôler aussi la frontière syro-libanaise?

Les risques liés à une intervention militaire sont par conséquent multiples. Comment rester crédible et donner une image d'impartialité vis-à-vis des deux parties en présence? Comment en particulier ne pas apparaître comme une armée d'occupation face au Hezbollah qui a une longue expérience en matière de guérilla? Affaibli, voire dépossédé de ses moyens militaires conventionnels, le mouvement ne risque-t-il pas de se lancer dans une fuite en avant en menant une « politique du pire » sur le modèle irakien? Les chrétiens, sunnites et druzes du Sud-Liban seraient tout spécialement menacés. Plus largement, le fragile équilibre communautaire du pays tout entier pourrait voler en éclats.

On comprend dès lors les fortes réticences des pays sollicités pour envoyer des troupes. Le préalable à toute action efficace est la définition de ce que les militaires appellent l'état final recherché. Ce dernier

ne peut s'inscrire que dans le cadre d'un plan politique global avec une stratégie de désengagement et un calendrier précis. Si elle est décidée, la montée en puissance de la force se comptera par conséquent en semaines sinon en mois.

Une implication forte de l'Union européenne présenterait de nombreux atouts. L'Union affiche en effet son ambition d'intervenir de façon « intégrée » dans les zones d'instabilité. Alors qu'elle met volontiers en avant sa large gamme d'instruments politiques, économiques et humanitaires disponibles, elle dispose également de capacités militaires non négligeables. Elle pourrait choisir de les engager de façon autonome ou avec le soutien de l'OTAN. Les États membres de l'UE auront-ils assez de courage pour mettre tout leur poids dans la résolution du conflit israélo-libanais? On ne saurait espérer mieux.

POUR NOUS JOINDRE La Presse, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE? Écrivez-nous à nouvelles@lapresse.ca

RÉDACTION (514) 285-7070 commentaires@lapresse.ca

ABONNEMENT (514) 285-6911 ou 1 800 361-7453 cyberpresse.ca/abonnement

PETITES ANNONCES (514) 987-8363 ou 1 866 987-8363 petitesannonces@lapresse.ca

DÉCÈS (514) 285-6816 deces@lapresse.ca

CARRIÈRES (514) 285-7320 carrieres@lapresse.ca

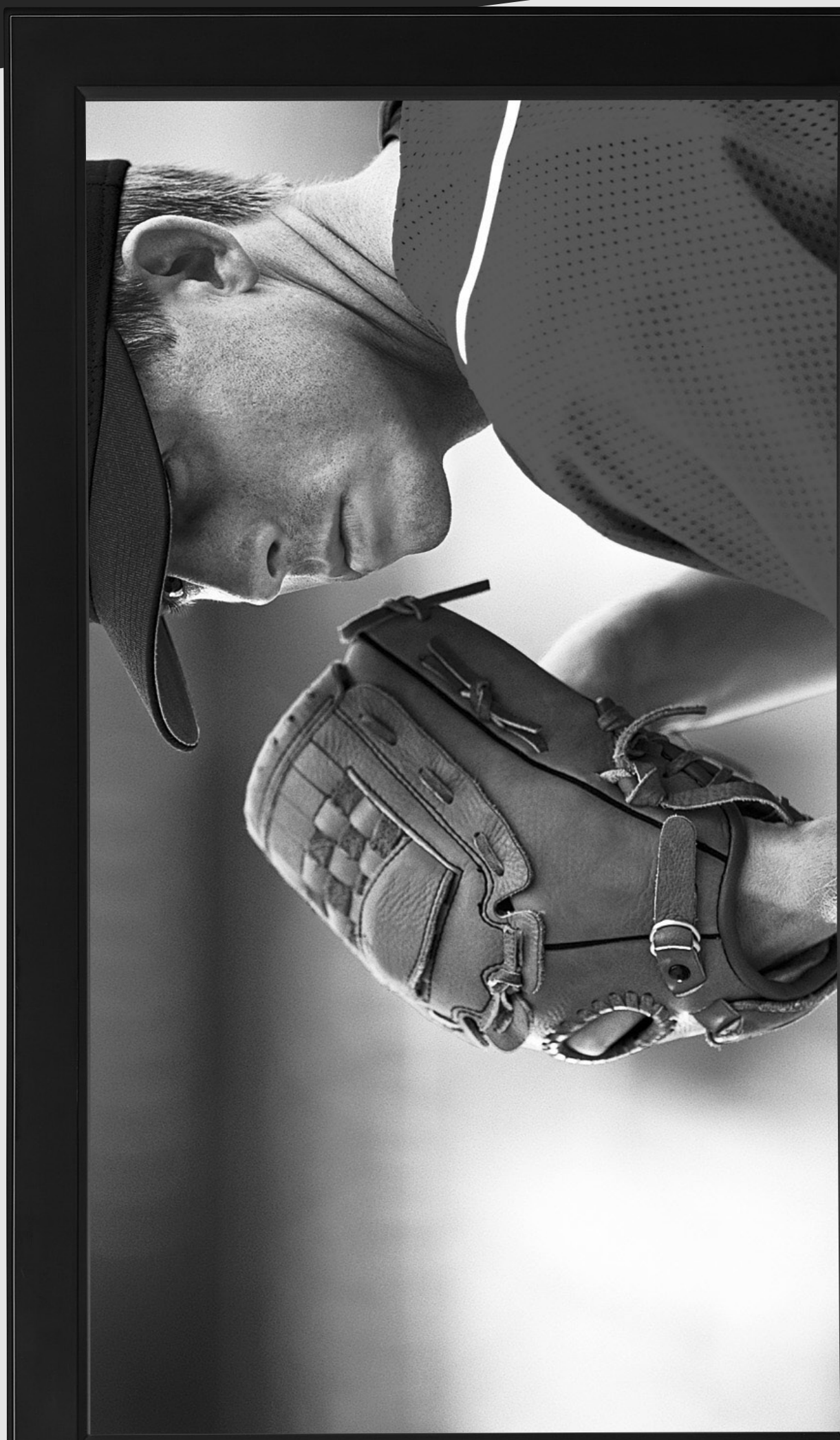
PUBLICITÉ (514) 285-6931

UNE OFFRE QUI VOUS FERA TOURNER LA TÊTE



Épargnez 500\$ sur le téléviseur à panneau plat ACL idéal pour des images HD de qualité cinéma

BestBuy.ca



500\$
BAISSE DE PRIX
2499.99
Après baisse de prix
52,08\$ par mois*



Téléviseur HD** à grand écran ACL de 42 po
• 1080i (TVHD), 720p (TVHD), 480 (TVDE) et 480i (TVDS)
• HDMI x 1, composants x 2 et composite x 1 • Ambiphonie SRS TruSurround
**Requiert une source haute définition.



Vive la vie

PAIEMENTS ÉGAUX SANS INTÉRÊT[†] PENDANT 48 MOIS SUR TOUS LES TÉLÉVISEURS ET LES COMBINAISONS D'APPAREILS AUDIO POUR LA MAISON DE PLUS DE 2500\$

[†]Sur approbation du crédit avec la carte Best Buy. Un achat minimum de 2500\$ est requis. Voir ci-dessous pour tous les détails.

*Les prix et les paiements sont soumis aux taxes applicables avant les rabais et les crédits de programmation. Une remise postale par ménage. Les références aux économies et aux prix de solde sont faites en fonction des prix réguliers Best Buy Canada.

- Anjou : près des Galeries d'Anjou (514) 787-2000 • Lasalle : Carrefour Angrignon (514) 368-6570
- Laval : 1560, boulevard Le Corbusier, Laval (450) 781-2030 • Marché Central : Marché Central (514) 905-4269
- Pointe Claire : Centre Fairview Pointe-Clarie (514) 782-2400 • St-Bruno : Les Promenades St-Bruno (450) 461-1557
- Taschereau : 1000, rue Auguste, (450) 766-2300 • Gatineau : Les Galeries Gatineau (819) 966-2222

HEURES D'OUVERTURE
Lundi au vendredi: 10 h–21 h
Samedi: 9 h–17 h
Dimanche: 10 h–17 h
(Gatineau: 11 h–17 h)

GARANTIE DE PRIX: 15%, dans un délai de 30 jours (14 jours pour les ordinateurs, les moniteurs, les ordinateurs portatifs, les imprimantes, les caméscopes, les appareils photo numériques, lecteurs de DVD portatifs et les climatiseurs) à partir de la date de votre achat Best Buy vous découvrez un produit de la même marque et du même modèle disponible à un prix inférieur (y compris les prix annoncés sur Internet) qui est offert par un détaillant local, nous offrons un prix équivalent à ce prix et nous le battons en vous donnant 10% sur la différence. Il vous suffit d'apporter la preuve du prix moins élevé et votre reçu original de Best Buy pour réclamer votre remboursement. Les prix annoncés doivent être en dollars canadiens. Les prix sont valables dans les magasins Best Buy au Canada. Certains produits annoncés dans cette publicité peuvent différer légèrement de l'illustration. Les avis de correction relatifs aux erreurs dans cette annonce seront affichés dans nos magasins. Les modalités peuvent changer sans préavis. **IMPORTANT** **IMPORTANT SUR LE FINANCEMENT:** * Sous réserve de l'approbation du crédit pour les achats effectués avec la carte de crédit Best Buy. Des frais de cotation annuels de 25% s'appliquent. Les offres de financement prolongées ne s'appliquent pas aux achats effectués à BestBuyCanada.ca, BestBuy.com ou dans les magasins Best Buy aux États-Unis. Un achat d'au moins 99\$ est exigé du détenteur de carte pour qu'il bénéficie de toutes les offres de financement à aucun intérêt sur des périodes pouvant aller jusqu'à 36 mois. Les versements mensuels doivent être faits avant la date d'échéance tous les mois. La date d'échéance mensuelle dépend des cycles de facturation. Les taxes sont payables au moment de l'achat. Nous remercions d'accepter nos conditions de crédit. (1) Les mensualités minimales (14) en \$ sont versées avant la fin de la période de l'offre promotionnelle sans intérêt. (2) Le solde est payé avant la fin de la période promotionnelle sans intérêt. Dans le cas où les conditions précitées ne sont pas respectées, l'intérêt devient exigible et il est alors calculé au taux de 28,8% par année sur les sommes en souffrance (à l'exception de notre offre de financement de 3 mois). Pour notre offre de financement de 3 mois, si les versements mensuels minimums ne sont pas versés, les intérêts courus sont calculés au taux de 28,8% par année à partir de la date d'achat. Les versements mensuels minimums sont de 10 \$ ou de 3% du montant financé, selon la plus élevée de ces sommes. Pour nos offres « versements égaux, aucun intérêt », une mensualité égale sera facturée à votre compte jusqu'à la fin de la période de l'offre promotionnelle sans intérêt et le paiement intégral devra être versé au plus tard à la date d'échéance mensuelle. Pour notre option « versements égaux, aucun intérêt » de 36 mois, un achat minimum de 2 000 \$ est requis, à moins d'indication contraire. Les versements mensuels minimums correspondent à 1/36e (2,777%) du montant qui est financé arondi au cent supérieur le plus près. Pour notre option « versements égaux, aucun intérêt » de 48 mois, un achat de 3 000 \$ est requis, à moins d'indication contraire. Les versements mensuels minimums correspondent à 1/48e (2,083%) du montant financé arondi au cent supérieur le plus près. Les versements mensuels minimums sur les achats ordinaires qui ne sont pas faits à l'intérieur de l'une de nos offres de financement ou en souffrance ayant trait à des achats faits à l'intérieur d'offres de financement sont de 10 \$ ou de 3% du solde impayé, selon la plus élevée de ces sommes. **POLITIQUE D'EXACTITUDE DES PRIX:** Si le prix enregistré à la caisse est plus élevé que le prix annoncé, le plus bas prix prévaut. Si cette erreur porte sur un article dont le prix annoncé est de 10 \$ ou moins, nous remettons au client l'article gratuitement. Pour un article de plus de 10 \$, nous consentons un rabais de 10 \$ sur le prix annoncé de l'article. Certaines conditions s'appliquent, voir les détails en magasin. **POLITIQUE PUBLICITAIRE:** Les frais d'affranchissement appropriés doivent être payés sur les remises postales. Les remises postales payables en dollars américains sont sujettes aux fluctuations dans la valeur des devises et peuvent varier légèrement de la banque canadienne. Best Buy n'est pas responsable des remises postales des fabricants. La disponibilité des produits varie en fonction des magasins. Best Buy s'engage à poursuivre une politique d'excellence des prix. Best Buy se réserve le droit de corriger les erreurs. Tous les retours, les échanges et les ajustements de prix doivent être faits dans le pays où l'achat a été fait dans le pays où l'achat a été fait à l'origine. Tous droits réservés. Le présent document ne peut être reproduit ni en tout ni en partie, ceci incluant l'information sur les prix, sous quelque forme que ce soit et par quelque procédé que ce soit, sans l'autorisation préalable d'une autorisation écrite de Best Buy. Toutes références à des égarages ou à des prix de solde ne sont que des comparaisons avec les prix réguliers de Best Buy. INTEL, Intel, « Intel Inside », le logo Intel Inside, Pentium, Celeron, le logo Intel Celeron et Celeron sont des marques déposées ou des marques de commerce de la corporation Intel ou de ses filiales aux États-Unis et dans d'autres pays. **OFFRES DE PRIME:** Une offre par client. N'est pas valide avec une autre offre promotionnelle ou des achats antérieurs. Aucun détail. **POLITIQUE POUR LES RETOURS ET LES ÉCHANGES:** Nous acceptons les retours et les échanges dans un délai de 30 jours suivant la date d'achat de notre marchandise (14 jours pour les ordinateurs, les moniteurs, les ordinateurs portatifs, les imprimantes, les caméscopes, les appareils photo numériques, les détecteurs de radar, les lecteurs de DVD portatifs et les climatiseurs). Il n'y a aucun remboursement sur la main-d'œuvre et les services d'installation. Le remboursement du prix intégral du produit ne pourra être versé si l'emballage du contenu original n'est pas retourné au complet. Les exceptions à la règle de la politique des 30 jours comprennent notamment: les logiciels, les vidéos et les DVD, les jeux vidéo et les produits de musique dont les boîtes sont ouvertes. Vous pouvez échanger ces produits pour le même titre seulement si l'original est défectueux. Nous n'acceptons pas les retours pour ces produits si les boîtes sont ouvertes ou s'ils ne sont pas défectueux. Une preuve d'identité peut être exigée. **BOIS D'ACHAT DIFFÉRENTS ET RESTRICTIONS:** À moins d'avis contraire, les bons d'achat différents sont disponibles pour les achats annoncés. Nous nous réservons le droit de limiter les quantités. **LE TAUX DE CHANGE DES DEVISES AMÉRICAINES** à la date d'impression de ce document est de 1,105 CA. Le taux peut changer sans préavis.

Les prix et les promotions sont en vigueur du 28 juillet au 3 août 2006 dans les magasins Best Buy du Canada. © 2006, Best Buy Canada Ltée. Tous droits réservés.

Exemples de soldes quotidiens moyens	250 [†]	500 [†]	750 [†]	1,000 [†]
Frais de crédit pour une période de 30 jours	5,92 [†]	11,84 [†]	17,75 [†]	23,67 [†]
Frais de crédit avec l'assurance CardCare pour 30 jours	8,39 [†]	16,79 [†]	25,18 [†]	33,57 [†]